

Mars 2008 - n°17

Journal du *Rassemblement des Cercles Communistes*
Pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire

STOP AU MEPRIS ET A LA REGRESSION SOCIALE!

40 ans après mai 68, le Peuple de France a besoin d'un
NOUVEAU MOUVEMENT SOCIAL MAJEUR!



Les derniers sondages nous démontrent que la popularité de N. SARKOZY est passée sous les 40% et nous indiquent que la majorité de la population se désillusionne à la vitesse du TGV sur sa gestion des affaires de la France. Les commentateurs voudraient nous faire croire autre chose, ce n'est pas la politique économique qui est mise en cause c'est le comportement du président « *bling-bling* » : « *d'ailleurs, regardez, le 1^{er} ministre FILLON demeure au zénith des sondages* ». Les prestations organisées de SARKOZY et les justifications de ses ministres n'ont pour objectif que de couvrir d'un rideau de fumée la triste réalité économique, sociale, culturelle et morale dans laquelle le pays s'enfonce de façon accélérée.

La publication de l'article de « 60 millions de consommateurs » sur la flambée des prix est venue confirmer ce que les travailleurs vivent chaque fois qu'ils passent à la caisse du supermarché. Oui, le pouvoir d'achat a baissé de façon indécente par la conjonction d'un blocage des salaires qui ne dit pas son nom et d'une augmentation scandaleuse des prix provoquée par les industriels de l'agroalimentaire et ceux de la distribution.

Journal du Cercle Henri Barbusse,
de la Coordination Communiste
Nord - Pas de Calais, du Cercle
Communiste d'Alsace et du Cercle
Communiste de Région Parisienne



Au SOMMAIRE...

- P2** – Sarkozy et Mai 1968
- P4** – Une semaine ordinaire en Sarkozye...
- P6** – 8 mars: journée de luttes des femmes pour leurs droits !
- P7** – La loi LRU et l'avenir des facs
- P8** – La loi Hortefoux sur l'immigration
- P9** – Fondation du Rassemblement des Cercles Communistes
- P13** – Les « *subprimes* » expliquées à ceux qui vont les payer
- P14** – Le traité de Lisbonne
- P15** – Indépendance du Kosovo : l'Europe de la guerre !
- P16** – L'impérialisme français au Tchad
- P17** – Kenya - Urgence Gaza
- P18** – L'héritage de Fidel...
- P19** – Hommage à Georges Habache, fondateur du FPLP

**PRIX DE L'ALIMENTAIRE
EN FORTE HAUSSE**



en 2 mois
+ 5%
à
+ 48%

**PRODUIT PARASITAIRE
EN FORTE BAISSSE**



cote de
confiance
après
10 mois
**-30
points**

60 millions de consommateurs

Sans compter le passage du franc à l'euro. Les gesticulations trompe-l'œil des ministres de l'agriculture et de la consommation n'y feront rien, ils nous exploitent et ils s'entendent entre eux pour augmenter encore et toujours les prix. Développer la concurrence n'y fera rien ; ils s'arrangent pour augmenter leurs profits.

Le slogan de campagne « *travailler plus pour gagner plus* » a déjà atteint ses limites. Travailler plus ? Ce n'est déjà plus un espoir pour les milliers de salariés obligés au temps partiel, ceux qui sont au chômage et ceux qui continuent à être licenciés. Les employé(e)s des supermarchés à l'occasion de leur grève historique ont fait la démonstration de la réalité des temps partiels imposés. Gagner plus ? Les fonctionnaires en font la triste expérience. Ceux qui ont cru à la promesse de récupérer la moitié de la masse salariale des retraités non remplacés ont bien vu partir leurs collègues, mais peuvent toujours attendre les augmentations. Il est temps d'organiser une action coordonnée interprofessionnelle sur les salaires.

Le pouvoir d'achat des salariés, c'est aussi l'addition d'un bon salaire, d'une couverture sociale de haut niveau et l'assurance d'une bonne retraite pour ses vieux jours. C'est à partir de cette conception que Le Conseil National de la Résistance (CNR) en 1945 a créé le socle de la politique sociale que le gouvernement et le MEDEF n'ont cessé de remettre en cause. Allons-nous attendre sans rien faire ? Organisons dans nos syndicats la riposte, exigeons un vrai mouvement interprofessionnel !

Alors, le Parti Socialiste plutôt que de jouer son rôle d'opposition nous propose de nous défouler dans les urnes. Pourquoi pas, mais si c'est pour élire de futurs ministres d'ouverture ou à terme passer du libéralisme (droite) au social-libéralisme (PS) à quoi bon. Les élections locales auront un enjeu national, parce que les travailleurs ont raison de vouloir sanctionner dans les urnes la droite arrogante et « décomplexée ». Mais c'est aussi l'occasion de

lancer le débat de la résistance et de la construction d'une alternative antilibérale pour une autre gestion des ressources municipales tournée vers la prise en compte des besoins réels de la population, et ouvrir un autre débat sur l'actuelle fiscalité locale injuste. La Coordination Communiste s'est engagée dans des listes antilibérales à Ville-neuve d'Ascq et Wasquehal pour prolonger au plan électoral municipal l'expérience victorieuse de la campagne commune du NON et des luttes sociales unitaires sur le terrain des mobilisations populaires, associatives et syndicales. Avoir d'éventuels élus, c'est pour nous une expérience nouvelle pour utiliser la municipalité comme une tribune, pour dénoncer les politiques libérales et social-libérales, mobiliser les populations pour la satisfaction de leurs besoins.

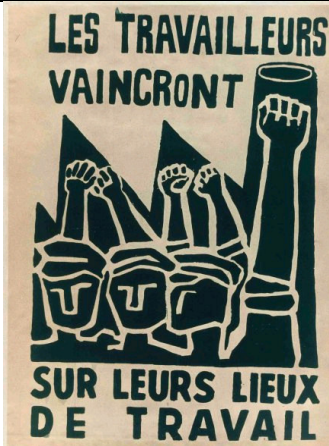
La rupture promise par le Président de la République ne s'exerce pas seulement au niveau national, elle est aussi durement ressentie au niveau international. La politique internationale de la France, rangée systématiquement derrière les Etats-Unis, l'OTAN et Israël, sent la poudre. La France est toujours militairement présente en Afrique, elle fait ou défait les gouvernements à sa guise. Les voyages incessants de N. SARKOZY ne sont pas touristiques; il développe à chacune de ses étapes sa vision du monde, ses ambitions européennes et méditerranéennes. La reconnaissance empessée de l'indépendance de ce nouvel « Etat ethnique », le Kosovo, risque à terme de constituer en Europe un terrain pour un conflit majeur avec la Russie. La France et son ministre des affaires étrangères, le socialiste KOUCHNER, jouent les va-t-en-guerre. La future présidence de la France à l'Union Européenne sera celle de tous les dangers. La Coordination Communiste estime nécessaire de développer sans attendre un mouvement pour la Paix capable de mobiliser les populations contre les évolutions guerrières impulsées par le changement dans la politique internationale de la France.

« *Liquider l'héritage de mai 68* » ... pour que le patronat puisse de nouveau « *jouir sans entrave* » !

Certains mots tombent parfois dans l'oubli au moment où il serait justement indispensable de les remettre à la mode... prenons par exemple celui-ci : « **Réactionnaire**: terme qui désigne la politique d'un régime ou d'une personne prônant un retour en arrière par rapport à une série de changements sociaux et politiques. D'une manière plus courante, il désigne un régime ultraconservateur ou une personne affichant des idées jugées telles (un « réac »). Il s'oppose à révolutionnaire ou progressiste » (Source Wikipédia). Faut-il nommer celui pour qui ce mot semble avoir été taillé sur mesure ?

Pour lui, on s'en souvient, « *Les héritiers de Mai 68 ont imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait donc désormais aucune différence entre le bien et le mal, aucune différence entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid. Ils avaient cherché à faire croire que l'élève valait le maître [...], que la victime comptait moins que le délinquant [...]. Il n'y avait plus de valeurs, plus de hiérarchie* » (30 avril 2007). La « France de demain » que nous devons imaginer à travers lui, c'est donc la France d'hier... celle d'avant-1968.

Nous avons appris bien vite d'ailleurs, une fois le « réac » arrivé au pouvoir, qu'il appelait en fait de ses vœux la France d'avant-hier, celle d'avant 1945 (« *Le modèle social français*



est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. » D. Kessler, ex-n°2 du MEDEF, 4-10-2007, Challenges)... Mais le véritable rêve du président et du MEDEF, c'est bien sûr la France d'avant 1936, la France du dix-neuvième siècle, cette France où le « travailler plus » pouvait s'épanouir « sans entrave », sans vacances ni retraites, sans Droit du Travail ni liberté syndicale, sans SMIC ni charges patronales...

A la veille du quarantième anniversaire de mai-juin 1968, on peut se demander ce que signifie « liquider l'héritage de mai 68 » pour un président qui a recruté une partie de son fan-club

chez des « ex-soixante-huitards » (Bernard Kouchner, André Glucksmann, Pascal Bruckner, ...). Quels sont donc ces « changements sociaux et politiques » qu'on cherche aujourd'hui à « liquider », et dans quelles conditions ont-ils été conçus ?

Les conquêtes...

On pense d'abord aux avancées démocratiques de l'après-68 : c'est la fin d'une France où les écoles, les résidences universitaires étaient non-mixtes, où la propagande en faveur des méthodes contraceptives était prohibée, où l'accès aux

grandes écoles réputées était interdit aux femmes, où les divorces pour faute étaient les seuls légaux, où les viols n'étaient que des délits, avec circonstances atténuantes si la victime portait une jupe, etc. Mais ces avancées n'auraient pas été possibles sans un puissant mouvement social, dont elles ont été en fait les effets collatéraux.

Car mai-juin 68, c'est avant tout une grève générale paralysant totalement le pays ; plus de 9 millions de grévistes dans toute la France, qui imposent avec les accords de Grenelle, de nombreuses avancées significatives : Augmentation de 35% du SMIG, augmentations salariales de 13 à 18% chez les ouvriers, jusqu'à 56% dans l'agriculture et même 72% pour les vendeuses de magasin ; Généralisation de la semaine de 40 heures ; Amélioration importante des conventions collectives dans le nouveau rapport de force, Reconnaissance des droits et de l'activité syndicale au sein des entreprises ; Amélioration des congés annuels et des congés de maternité ; Début de la formation professionnelle à la charge des entreprises ; Amélioration des retraites et des allocations familiales, etc. La classe ouvrière n'avait pas remporté un tel succès depuis 1945. La CGT, restée unie et responsable dans l'offensive, gagne à cette occasion plus de 400 000 adhésions supplémentaires.

Le contexte...

Sur fond de mécontentement croissant des travailleurs (grèves des mineurs en 63, grandes mobilisations de février, mai et décembre 1967, grèves à Renault début 1968) face à l'inflation galopante, à la montée du chômage et aux attaques du secteur public, éclate en mai un soulèvement étudiant revendiquant de meilleures conditions de vie à l'université. Si ce mouvement précède bien le déclenchement de la grève générale ouvrière de mai-juin, il n'en est pas la cause mais le détonateur.

La solidarité étudiants-ouvriers et salariés sera du reste en partie parasitée par un certain nombre de gauchistes aventuriers, anarchistes, trotskistes ou maoïstes, dont Daniel Cohn Bendit fut la figure de proue médiatique. Prétendant « faire la révolution » à la place des masses et quel que soit le contexte (théorie anti-marxiste et anti-léniniste des « minorités agissantes »), ces groupuscules pratiquaient une propagande particulièrement hostile à l'égard de la CGT et du PCF, accusés de s'opposer à une prétendue révolution en marche.

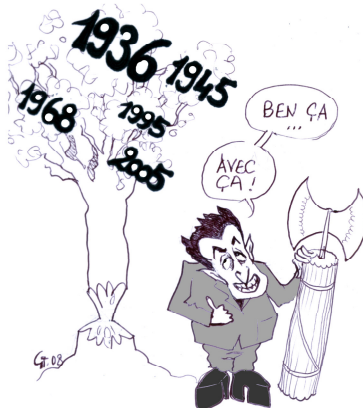
Si le PCF avait déjà, sur de nombreux points, abandonné les principes du marxisme-léninisme (théorie du passage pacifique au socialisme et électoralisme réformiste notamment), il n'était pas encore le PCF mutant et social-démocratisé que nous connaissons aujourd'hui. Parti historique de la classe ouvrière, il était conscient des intérêts et des risques du moment, et restait responsable face aux provocations conjointes de la police et des agitateurs gauchistes : L'heure de la révolution n'avait pas sonné comme le prétendaient avec impatience les anarcho-trotskistes, mais le changement du rapport de force devait être exploité jusqu'au bout.

Comme souvent, les « ultra-révolutionnaires » se révèlent les contre-révolutionnaires les plus efficaces : Quand De Gaulle fait tenir des élections législatives anticipées fin juin, la peur panique d'une majorité de français suscitée par la propagande de l'ORTF et les provocations gauchistes et

policieres à Paris, offre à l'UMP de l'époque une majorité écrasante à l'assemblée nationale. L'union historique du PSU anticommuniste et des groupuscules gauchistes qui espéraient lancer la classe ouvrière dans le piège d'un « solo funèbre » (expression de Karl Marx après la Commune de Paris en 1871) n'a pourtant pas eu raison du PCF ni de la CGT.

Daniel Cohn Bendit ne l'affirmera ouvertement que 40 ans plus tard : « C'était à la fois une lutte contre le capitalisme et contre le communisme » (Droit D'inventaire, France 3, 23-01-2008). En appelant à voter *oui* à la constitution européenne en 2005, en ratifiant aujourd'hui le Traité de Lisbonne, en s'alliant avec le modéré, etc., l'ex-soixante-huitard toujours médiatique, ne fait que confirmer sa fonction contre-révolutionnaire, d'accompagnement du capitalisme et de lutte anticommuniste. On accuse souvent les ex-soixante-huitards d'avoir « retourné leur veste », d'être passés du côté de la bourgeoisie, comme journalistes, patrons, cadres du PS. Mais les communistes savent bien que les Serge July, Bernard Kouchner, André Glucksmann, Daniel Cohn Bendit, y étaient, consciemment ou inconsciemment, dès le début... C'est la raison pour laquelle il n'y a absolument aucune contradiction pour le gouvernement actuel à fustiger « l'héritage de mai 68 » tout en recrutant directement parmi les agitateurs gauchistes de l'époque.

La rupture? Oui, mais rompre avec quoi, et comment?



Si les raisons d'un nouveau mai 68 sont sans doute cent fois plus pesantes qu'à l'époque (crise, chômage, bas salaires, précarité, logement, destruction des droits démocratiques, du droit du travail, du secteur public et des services publics), c'est surtout l'unité syndicale et l'existence d'un véritable parti communiste qui manquent tragiquement aujourd'hui pour repasser à l'offensive sociale. Les leaders trotskistes surmédiatisés accusent toujours le Parti Communiste d'avoir « empêché la révolution », pendant que la direction du PCF profite de l'irresponsabilité de ces gauchistes pour abandonner ses principes, sa raison d'être et achever son auto-liquidation.

Dans le combat pour la construction d'un front antilibéral conséquent et responsable aujourd'hui, les militants communistes doivent tirer toutes les leçons de mai 68, tant sur l'abandon par le PCF de la stratégie révolutionnaire et des principes marxistes-léninistes, que sur le danger funeste du gauchisme et de la phraséologie ultra-révolutionnaire... en méditant par exemple cette citation de Lénine : « Pour un révolutionnaire véritable, le danger le plus grand, peut être l'unique danger, c'est de surenchérir, d'oublier les limites et les conditions d'une application efficace et opportune des procédés révolutionnaires. C'est là que les véritables révolutionnaires

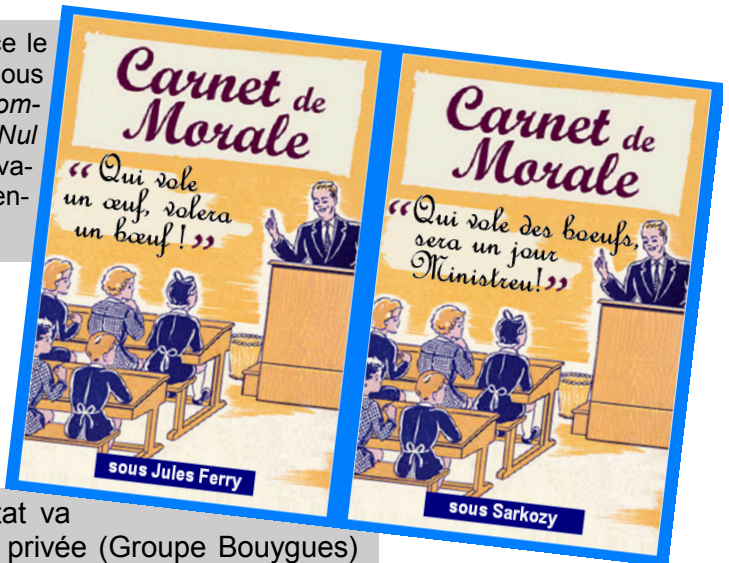
se sont le plus souvent cassé le cou, lorsqu'ils se mettaient à écrire le mot « révolution » avec une majuscule, à ériger la « révolution » en une fin presque divine, à perdre la tête, à perdre la faculté de réfléchir avec le maximum de sang-froid et de lucidité, de peser, de vérifier à quel moment, dans quelles circonstances et dans quelle sphère d'action il faut savoir agir par la voie révolutionnaire, et à quel moment, dans quelles circonstances et dans quelle sphère d'action il faut savoir passer à l'action réformiste » (Œuvres t33, p106, Editions Sociales).

"Je serai le président du pouvoir d'achat"

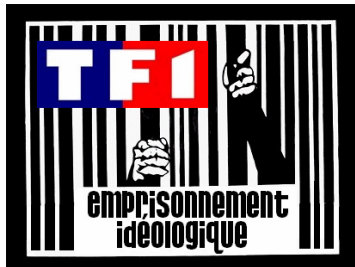


SEMAINE ORDINAIRE EN SARKOZIE...

Xavier Darcos, le ministre de l'Education Nationale annonce le retour en force de la morale à l'école primaire, présentée sous forme de maximes (« *La liberté de l'un s'arrête là où commence celle d'autrui* ») ou d'adages juridiques tels que « *Nul n'est censé ignorer la loi* ». Il insiste beaucoup sur l'observation des règles de civilité... Alors, il est plus qu'urgent de renvoyer Sarko sur les bancs de l'école!



Pour la première fois, l'Etat va déléguer à une entreprise privée (Groupe Bouygues) la conception, le financement, la construction, la maintenance et la gestion des services de trois nouvelles prisons prévues pour 2010 à Nantes, pour 2011 à Lille et Réau (Seine et Marne), selon Rachida Dati.



Un patron des Landes propose à ses salariés un « *contrat de garantie de permanence de prestation* » doté d'une avance de 1000€ remboursables en cas de non-respect des engagements (grève).



A quelques jours d'intervalle, deux événements font de la délation un moyen d'enquête privilégié pour la police. A Villiers-le-Bel, des appels à témoins ont été lancés par voie de tracts promettant une rémunération à ceux qui pourraient donner des renseignements sur les violences commises à l'égard de fonctionnaires de police au cours des récentes émeutes, faits qui ont donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire. La Direction départementale de la sécurité du Var franchit aujourd'hui un nouveau cap en admettant avoir mis en place un projet pilote de serveur internet pour permettre aux citoyens d'envoyer des textes, photos ou vidéos afin de signaler des infractions. Nicolas Sarkozy prônait récemment la fin des dénonciations anonymes en matière de fraude fiscale, en évoquant les heures sombres de Vichy. L'incitation à la délation par les autorités policières pour la délinquance de rue confirme le risque d'une société à deux vitesses où les droits et libertés du plus grand nombre pourraient être bafoués pendant que ceux de quelques privilégiés seraient renforcés. Le Syndicat de la Magistrature s'alarme de la multiplication de tels procédés d'enquête, aux contours juridiques flous, qui ne peuvent qu'envenimer les relations entre les citoyens et banaliser la délation. Il appelle les magistrats ayant la maîtrise des enquêtes à refuser cette dérive. (Communiqué du Syndicat de la Magistrature)

**DENONCEZ+
POUR GAGNER+**

**GRACE A NOTRE LIGNE
BLEUE DIRECTE
AlloMaM**





En visite à Mayotte, collectivité départementale française située dans l'archipel des Comores au nord-ouest de Madagascar, Christian Estrosi, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, a proposé d'y suspendre provisoirement le droit du sol. Ce droit fondamental accorde la nationalité française à tout enfant né sur le sol de la République. Le MRAP dénonce l'idée comme étant synonyme de « nationalité à la découpe », d'« une remise en cause d'un principe fondamental de la République » et « la première étape d'une démolition programmée du Code civil ». Sarkozy a oublié: ses parents sont étrangers...

« Midnight express » à Vincennes ?

Centre de rétention de Vincennes, nuit du 11 au 12 février 2008: Brimades, insultes, « renforts » policiers. Tirs au « Taser ». Un « retenu », touché à la poitrine, perd connaissance et se réveille à l'Hôtel-Dieu avec le bras en écharpe et de fortes contusions à la tête, nécessairement postérieures à sa perte de connaissance. Ceux qui ne se sont pas évanouis peuvent témoigner ... tant qu'ils sont encore en France. Les autres « retenus », à qui on ne reproche rien, sont refoulés dans leurs chambres. Aux coups de matraques répondent des brûlures de cigarettes sur deux matelas. Rappelés, les « renforts » dégradent des objets personnels, piétinent un Coran. On fait descendre dans la cour y compris ceux qui dorment. Certains sont habillés, d'autres non. On ne laisse aucun d'eux prendre un vêtement. Dans la cour, fouille intégrale. Ce n'est qu'ensuite qu'un par un ils peuvent rentrer au chaud. Cela dure jusqu'à 4 heures du matin. Khaled, ressorti de l'hôpital le 14 février, a été reconduit au CRA de Vincennes. Depuis 10 jours, il n'a reçu aucun soin, n'a vu ni médecin ni infirmier. Le bandage de son bras est sale et ensanglanté. Une enquête de l'IGS est en cours. Ces faits se sont déroulés dans un lieu évidemment abrité des regards indiscrets, sur le territoire de la République Française, en février 2008. La LDH, le SM et le SAF, qui ont décidé de constituer sur ces très graves événements une mission d'enquête de leur *Commission Citoyens Justice Police*, appellent l'ensemble des médias à leur donner l'écho qu'ils méritent. Il est temps que chaque Français sache ce que l'on fait en son nom.



De la répression... par le Cercle Communiste d'Alsace

Il est sensible pour tous qu'avec la présidence de Sarkozy le climat social s'est fort détérioré. Attaques des Services Publics, Santé et Education en ligne de mire, attaques de la Sécurité Sociale, du Code du Travail, attaques des Sans-papiers, des chômeurs, ... Tout s'accumule et la vie devient plus dure chaque jour pour nous.

Face à ces régressions, venues ou à venir, luttent divers mouvements. Ces organisations, ces personnes, qui tentent de ralentir la chute de ces institutions fondamentales de la France, gênent donc les patrons qui se réjouissent en voyant approcher la perspective d'un monde totalement libéral, c'est-à-dire à leur merci.

Un cran semble avoir été franchi dernièrement dans l'ampleur de la répression contre les forces progressistes :

- Un militant du Collectif uni-e-s avec Bové 67 a été convoqué au tribunal à Strasbourg le 4 février pour collage sauvage lors de la campagne présidentielle (acte normalement toléré en période électorale) ;

TOLERANCE ZERO!



MENSONGES
COUP D'ETAT "simplifié"
POUVOIR D'ACHAT
en baisse CADEAUX
fiscaux aux riches
CHASSE aux **Sans Papiers**
Destruction du
SERVICE PUBLIC
du Code du Travail
SERVICE RETRAITES
MINIMUM 45 ans de cotisation

- Le rassemblement pour un référendum sur le « nouveau » traité européen, organisé d'une part par le Collectif du 29 mai - 67 et d'autre part par le CNR - 67 (Conseil National pour un Référendum) a été interdit sur ordre du préfet ce samedi 2 février en centre-ville de Strasbourg ;

- Le porte-parole du CSP 59 (Comité des Sans Papiers 59) a été placé en garde-à-vue au prétexte que des tracts du collectif datés d'août 2007 « portent atteinte à la dignité de la police ». Ces exemples nous donne un aperçu de ce que la droite « décomplexée » (et ses ministres d'ouverture) nous prépare.

Face à cette violence policière, judiciaire et médiatique, nous nous devons de réaffirmer notre militantisme. C'est en agissant, en tractant dans les quartiers « sensibles », en épaulant de notre mieux les salariés en lutte, bref en réactivant la prise de conscience de la lutte des classes que nous pourrions créer les conditions matérielles d'une force d'opposition anticapitaliste.

Ces répressions ne doivent ni nous décourager, ni nous faire frémir. Elles sont le signe de la justesse et de l'efficacité de nos actions. Freinons aujourd'hui le capitalisme pour le vaincre demain!

Des mères courages à l'avant garde du combat anti-patronal!

« *Saluez, riches heureux / Ces pauvres en haillons / Saluez, ce sont eux / Qui gagnent vos millions.* » Au début du siècle, cette chanson anarchiste trottait sur les lèvres des laissés-pour-compte. C'était une chanson toute simple. Quelques couplets sur la misérable vie des travailleurs face à la vie de château des patrons.

À Douarnenez, dans la première moitié du XXe siècle, la grande majorité des femmes travaille. À l'exception des épouses de notables. « Même les petites filles de 12 ans, souvent même 10 ans pour les fillettes nées avant la guerre de 1914, prennent le chemin de l'usine... », raconte l'écrivain breton Anne-Dénès Martin dans son livre *Les ouvrières de la mer*. Des ouvrières dont le travail était lié aux horaires de la pêche. Une vie harassante, à travailler de jour comme de nuit pour suivre la cadence d'arrivage du poisson. Des galérien(ne)s que des contremaîtres poussaient à chanter pendant le travail pour qu'elles oublient leur fatigue. Alors ces prolétaires, héritières du réalisme ouvrier à la Zola, ont fait de cette chanson révolutionnaire celle des sardinières de Douarnenez. Proscrite par les patrons dans l'enceinte de leurs usines, certaines femmes sont licenciées pour en avoir chanté les couplets.

À l'époque, Douarnenez compte 21 usines employant les salariés les plus mal payés du pays. « A l'automne 1924, l'atmosphère est tendue », écrira Jean-Michel Le Boulanger, écrivain, journaliste et animateur de l'association de Douarnenez « Mémoire de la ville », dans un livre sur Daniel Le Flanchec, maire communiste de 1924 à 1940. « Flanchec », un homme dont il dira que « le nom claquait comme un slogan ».

En 1924, selon Anne-Dénès Martin, les sardinières sont plus de 10 000 sur le littoral breton et 2 000 à Douarnenez. Elles triment comme des bêtes pour un misérable pécule. Elles forment un groupe soudé autant par la dureté du travail que par la misère. C'est ce besoin de subvenir à l'essentiel qui, le 20 novembre 1924, va déclencher la grève. Elle débute à la fabrique de boîtes de conserve Carnaud. Les ouvrières demandent au patron 1 franc de l'heure au lieu des 0,80 franc qu'elles percevaient. Les manœuvres, pour leur part, réclament 1,50 franc au lieu de 1,30 franc. Mais cette demande n'aboutira pas. Le 23 novembre, un comité de grève est mis en place. Et le 24 l'ensemble des usines de Douarnenez arrêtent le travail. Dans la rue, le martèlement des sabots rythme les revendications de plus de 3 000 personnes, dont une grande majorité de femmes. Commence alors un bras de fer entre les sardinières et les patrons.

Des années de mauvais traitements et de pratiques abusives vont ancrer les femmes dans leur bon droit. Avec les sardinières, le maire, Daniel Le Flanchec, ne sera pas le dernier à participer aux défilés. Drapeau rouge en tête, il suit... les chants, et un slogan : « Pemp real a vo ». Dans la langue du terroir, « ce sera 1,25 franc » (le tarif horaire réclamé). Habitué à faire le coup de poing dans la rue, il est dans son élément. C'est la grève des sardinières, mais aussi la sienne.

« C'est Le Flanchec, notre maire... », disent les grévistes en sillonnant la ville.

Arrivent alors en ville Charles Tillon, membre du comité directeur du Parti communiste, et Lucie Colliard, responsable du travail des femmes à la CGTU. Les deux dirigeants viennent de Paris pour soutenir les grévistes. Le conflit a atteint une audience nationale. L'Humanité, les Débats, le Temps, l'Éclair et d'autres journaux consacrent des colonnes entières à la « grève révolutionnaire » des ouvrières de Douarnenez. La France découvre un milieu prolétaire industriel dans une Bretagne préten due rurale et conformiste. Cela n'empêchera pas Chautemps, le ministre de l'Intérieur, d'ordonner la charge des grévistes. « Le sang ouvrier a coulé à Douarnenez » titre la Une de l'Humanité du 5 décembre 1924. Et parce que Daniel Le Flanchec s'est interposé devant la charge des gendarmes pour éviter de plus graves incidents, il est suspendu de ses fonctions de maire pour entrave à la liberté du travail.

Le mouvement se durcit. Les patrons des conserveries refusent toute négociation. Les leaders communistes et syndicaux affluent à Douarnenez. Des « jaunes », aussi, débarquent dans la ville pour casser la grève. Arrive le 1er janvier. Un jour de l'an où l'on chante, où l'on boit, où l'on discute. Sur toutes les lèvres revient une question: les conserveurs vont-ils céder? Dans le centre ville, à 18 heures, des coups de feu claquent. Le Flanchec et son neveu tombent, blessés par les balles des briseurs de grève. Dans la ville, l'émotion est immense. La colère longtemps retenue explose. Toute la nuit, c'est le saccage.

La vérité sur cette tentative d'assassinat sera connue quelques jours plus tard. Les briseurs de grève, qui ont été payés par les conserveurs, avoueront plus tard « avoir voulu seulement combattre le communisme ». Le 8 janvier, sous la pression des autorités, les patrons vont accepter les conditions du comité de grève. Les sardinières n'obtiendront pas 1,25 franc mais 1 franc, plus les heures supplémentaires et la reconnaissance du droit syndical.

En 1925, Joséphine Pencalet, héroïne de la grève des sardinières, sera élue conseillère municipale sur la liste de Daniel Le Flanchec. Une femme élue! Alors qu'elles n'ont pas le droit de vote! L'élection sera invalidée. Mais cette victoire des « parias » de Bretagne enfin éveillés à la lutte de classe retentira partout. (Extrait de L'HUMANITE)

LA CHANSON DES SARDINIÈRES

d'une actualité saisissante avec la paupérisation rampante !

Refrain

**Saluez, riches heureux,
Ces pauvres en haillons,
Saluez, ce sont eux
Qui gagnent vos millions**

*Dès le matin au lever de l'aurore
Voyez passer ces pauvres ouvriers
La face blême et fatigués encore
Où s'en vont-ils? Se rendre aux ateliers.
Petits et grands, les garçons et les filles
Malgré le vent, la neige et le grand froid,
Jusqu'aux vieillards et mères de familles,
Pour le travail, ils ont quitté leur toit.*

*Ces ouvriers, en quittant leur demeure
Sont-ils certains de revenir le soir?
Car il n'est pas de jour ni même d'heure
Que l'on en voit victimes du devoir!
Car le travail est un champ de bataille
Où l'ouvrier est toujours le vaincu.
S'il est blessé, qu'importe qu'il s'en aille
A l'hôpital, puisqu'il n'a pas d'écus!*

*Combien voit-on d'ouvriers, d'ouvrières
Blessés soudain par un terrible engin
Que reste-t-il? Pour eux c'est la misère,
En récompense, aller tondre la main.
Et sans pitié, l'on repousse ces braves
Après avoir rempli le coffre d'or.
Le travailleurs ne sont que des esclaves
Sous le courroux des maîtres du trésor.*

*Que lui faut-il, à l'ouvrier qui travaille?
Être payé le prix de sa sueur,
Vivre mieux que d'coucher sur la paille.
Pour son repos, après un dur labeur
Avoir du pain au repas sur la table
Pouvoir donner ce qu'il faut aux enfants
Pour son repos, un peu de confortable
Afin qu'il puisse se reposer plus longtemps.*

8 MARS - Journée internationale de luttes des femmes pour leurs droits

1924



LA LUTTE DES SARDINIÈRES
DOUARNENEZ



LA LUTTE DES CAISSIÈRES
CARREFOUR, AUCHAN,...

2008

La loi LRU et l'avenir des universités

L'automne 2007 a été marqué par un vent de protestation en provenance des facs. Les étudiants se sont mobilisés contre une loi votée à la fin de l'été ; la loi LRU (libertés et responsabilités des universités). Cette « loi d'autonomie », a été commanditée par Sarkozy auprès de Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, à la fin du printemps 2007... C'est-à-dire quelques jours après l'élection Sarkozy. C'est un dossier sensible revendiqué par la droite depuis 2 décennies (1986 loi Devaquet, 2003 loi Fillon). Suite à ces deux échecs, la droite contre-attaque tant que la fragile légitimité de son leader le permet encore. Quelles sont les motivations qui poussent le gouvernement à mettre en application cette loi d'autonomie des universités? Comment comprendre le texte et ses effets sur les personnels et les étudiants?

Dans un article publié par le gouvernement, intitulé « Pourquoi la réforme de l'université? », trois objectifs sont mis en avant. Premièrement il s'agit, par l'application de cette loi, de « rendre attractive l'université » c'est-à-dire de proposer des solutions au taux important d'échec en premier cycle (donc la sortie sans qualification) et de réduire le temps de la recherche d'un emploi après le diplôme. Le second objectif affiche l'ambition de « sortir de la paralysie de la gouvernance actuelle », autrement dit réduire le rôle de la médiation dévolu jusqu'alors au président de l'université. (rappelons ici que sur l'université Lille III l'ancien président était adhérent du PCF et le nouveau l'était lui aussi par le passé. Est-ce une stratégie de purge? Un placement de valets comme le montrent les modifications électorales?). Enfin le dernier objectif prôné par le gouvernement se situe dans le rapport des universités françaises dans le monde : il s'agit de « rendre visible la recherche française au niveau international ». Ces intentions ne sont que des miettes de ce que la loi propose à l'université. Ces objectifs ne répondent pas aux problèmes qu'ils sont censés résoudre et reposent sur une analyse volontairement hypocrite du chômage. Le gouvernement reprend à son compte l'idée que c'est l'université qui crée le chômage, comme si c'était elle qui créait les emplois. Encore une fois il s'agit ici d'une remise en cause claire et nette de la fonction publique du supérieur sous couvert d'un pseudo-humanisme. Une prolétarianisation, sélection, démantèlement et dégradation des conditions d'étude comme nous allons pouvoir le comprendre par l'analyse du texte.

Les modifications qu'apporte la loi au Code de l'éducation remettent entièrement en cause l'université telle qu'elle est, par la transformation des conditions salariales. Le désengagement de l'État dans une optique d'économie de bouts de chandelle est encore une fois mise en avant, dans la droite ligne de la LOLF (loi organique relative aux lois de finance). Les universités pourront par délibération prendre en charge la gestion des ressources humaines (art 18) et de leurs locaux (art 32). La LOLF préconisant la séparation au niveau du budget des dépenses d'un côté et du personnel de l'autre, avec possibilité d'utiliser une partie de l'argent servant au financement du personnel pour d'autres dépenses de fonctionnement, mais pas l'inverse (la fameuse « fongibilité asymétrique »). Il est ici possible de voir les déviances entraî-

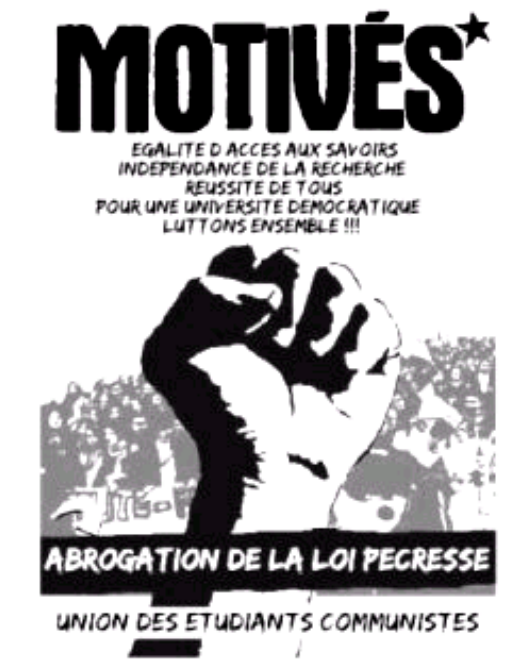
nées par ces dispositions. Pour ce faire il faut montrer l'évolution du rôle du président et les possibilités découplées qu'il acquiert. Les modalités d'élection sont transformées; ainsi le Conseil d'Administration est composé de moins de personnels et étudiants et plus de « personnalités extérieures ». De plus il n'y a plus de représentativité car la liste arrivée en tête obtient d'office 50% des sièges. Le président, comme le définit l'article 6, est lui-même élu par le CA (soit 13 à 22 personnes) et non plus par le CA, le CEVU (conseil des études et de la vie universitaire) et le CS (conseil scientifique) (soit 70 à 122 personnes). Son pouvoir sera renforcé et il aura la possibilité de poser son veto sur la nomination d'un enseignant, il choisira à qui reviennent les primes (art 19) et pourra recruter des agents non titulaires sur les postes d'enseignants, de techniciens, de chercheurs ou d'administratifs (pourquoi pas ses amis ou sa famille?). Ainsi les personnels de nos universités en plus d'être mis en concurrence pour l'attribution des primes, verront leurs collègues ne pas être renouvelés, faute de moyens, ou remplacés par des précaires aux revenus moindres et à la qualification différente. Avec ces éclaircissements il apparaît nettement que la démocratie et l'égalité sont remises en cause voire oubliées.

Les étudiants ne sont pas en reste ; leurs conditions de scolarité sont elles aussi mises à mal. Tout d'abord par une obligation de pré-inscription (art 20) des futurs « bacheliers », de cette manière il existerait une sélection implicite. Le problème de la précarité étudiante est ici solutionné par un recrutement massif d'étudiants dans l'université comme moniteurs de bibliothèque ou tuteurs, c'est-à-dire par le travail des étudiants (art 22). En plus de limiter le nombre de salariés titulaires, cette mesure renforce l'idée qu'un étudiant peut travailler pendant

ses études (rappelons que 50% des étudiants travaillent pour financer leurs études). Les inégalités économiques qui pourraient être supprimées par une vraie bourse nationale sont ici renforcées, le fils de l'ouvrier travaillera dur là où le fils du bourgeois pourra sereinement se consacrer à ses études. Les étudiants auront accès à un bureau « d'aide à l'insertion professionnelle » ayant pour mission de diffuser les offres de stage, d'emploi, de les assister et les conseiller dans leur recherche et dans la rédaction des rapports de stage (art 21). Ainsi l'université de demain, en plus d'être à deux vitesses, préparera les futurs salariés de ce pays à accepter plus docilement qu'aujourd'hui la précarité et les bas revenus. On peut aisément imaginer, même si cela n'est pas inscrit explicitement dans la loi, que l'autonomie financière qu'acquiert l'université (autonomie qui la pousse à chercher des appuis financiers privés) influencera à plus ou moins long terme une augmentation des frais d'inscription: Ces effets ont été systématiquement constatés dans les pays européens ayant déjà appliqué ce type de réforme.

Bien évidemment, vu la complexité de cette réforme, nous n'avons pu ici aborder tous les détails; ainsi nous n'avons pas parlé des filiales et fondations, de la création d'UFR... Mais nous tenons, pour conclure, à réaffirmer notre opposition aux mesures iniques imposées par le gouvernement. Les réformes en pagaille, dont la LRU n'est qu'un exemple, ne dupent personne quant à leurs fonctions; il s'agit d'enrichir les grands patrons amis de la présidence et de leur offrir les restes de la fonction publique en pâte.

Le vocabulaire faussement humaniste d'*autonomie* est histori-



quement réactionnaire et inégalitaire. Cette « autonomie » se fait toujours par un désengagement de l'Etat et par un asservissement au privé ou au religieux. Pour nous, la seule autonomie qui doit exister est celle qui permet aux champs de la recherche de s'effectuer sans pression de la sphère économique, donc de rentabilité. Pour une vraie université égalitaire et autonome, il faut des moyens. Prenons les où l'argent se trouve; imposons les patrons ! La lutte exemplaire des étu-

dians s'est soldée par un essoufflement au moment des vacances, malgré la prise de conscience progressive par les enseignants des méfaits de cette réforme. Elle se poursuit sous de nouvelles formes, pétitions en ligne, réseaux d'informations...

Nous, communistes, rappelons notre soutien dans la résistance de la jeunesse et maintenons notre engagement dans ces luttes.

SEMAINE ORDINAIRE EN SARKOZIE (SUITE)

Tous les prétextes sont bons... pour faire la guerre aux pauvres!

12 février - Paris (13e): RAFLE AU FOYER DE TRAVAILLEURS MIGRANTS - Les travailleurs sont brutalisés, humiliés, le foyer dévasté, 114 d'entre eux sont embarqués. Les médias sont convoqués dès le matin pour relayer la communication voulue par la Préfecture de police : le foyer hébergerait les travailleurs dans des conditions incompatibles avec la dignité humaine, il y aurait des trafics de sous-location, une insécurité généralisée, un délabrement accéléré du bâtiment (pourtant réhabilité sous le pilotage de la Préfecture, de l'Anpeec, du propriétaire ... il y a 10 ans).

Résultat de la « mission » de la Préfecture de police « en matière d'habitat indigne, dangereux et insalubre »: aucune mise en examen et aucun « marchand de sommeil » découvert. En revanche, les travailleurs sans papiers, le véritable objectif de l'opération, sont eux arrêtés, mis en garde à vue, puis placés en rétention. La Préfecture de police, et derrière elle le Ministère de l'intérieur a fait porter par l'appareil judiciaire la responsabilité de l'opération. Ainsi, elle obtient d'un juge sans doute ignorant des réalités des foyers, une commission rogatoire qui lui permet tout et n'importe quoi. Cette tentative de s'abriter derrière la justice, cette instrumentalisation d'un juge d'instruction sont nouvelles. Si les magistrats se prêtent à ce genre de manipulation, demain n'importe qui pourra faire l'objet de perquisition et être arrêté pourvu qu'il déplaie ou fasse un bon bouc émissaire.

Dès 5 h du matin le quartier est bouclé et à 6h le foyer est envahi par 400 policiers qui réveillent brutalement les résidents, les maltraitent, cassent les portes quand elles ne s'ouvrent pas assez vite ou quand il n'y a personne. Ils sont accompagnés par des chiens. Deux résidents effrayés sautent par la fenêtre. Plus de 100 personnes sont arrêtées: si la brutalité policière n'est pas nouvelle, l'ampleur de la rafle l'est. Ainsi les objectifs inavoués de la Préfecture de police sont clairs: il s'agit de permettre au gouvernement de remplir ses quotas d'expulsion, et de criminaliser les travailleurs migrants. Depuis des décennies, l'entassement des travailleurs migrants dans des foyers a été la seule « politique de logement » des pouvoirs publics. Ces foyers ont été trop souvent laissés à l'abandon. Les travailleurs migrants se sont appropriés ces lieux, en ont fait des espaces de vie collective et solidaire : restaurants sociaux, formations multiples, actions culturelles et surtout financement du développement des villages et régions d'origine avec des milliers de caisses familiales et villageoises. Une solidarité à mille lieux de l'image que les pouvoirs publics ont voulu dessiner par cette opération.

18 février, Villiers le Bel - Cité Derrière-les-Murs-de-Monseigneur : 1000 CRS débarquent à l'heure du laitier, casqués, cagoulés, avec arme au poing, ...photographes, caméramans et journalistes aux trousses. Ils défoncent, à coups de béliers, les portes des appartements, affolent les occupants, retournent tout sous prétexte de perquisitions... Mais diable, où sommes-nous donc, sur le territoire de la République en temps de paix ou dans un contexte de guérilla urbaine, face à une position ennemie? Mais de quel droit et au nom de quoi crée-t-on un tel climat de terreur dans des cités d'habitation pour interpellé une trentaine de personnes? Ce commentaire trouvé sur Internet vaut mieux que toute dissertation:



LAIT AMER...

« La vengeance est un plat qui se mange froid. Fidèle à sa doctrine, le Grand Laitier a fait donner la cavalerie et l'infanterie – il ne manquait que l'aviation et les blindés – contre les zones indiennes de Villers-le-Bel, Garges-les-Gonesses et Sarcelles à l'aube du lundi 18 février. 1000 Tuniques Bleues – CRS, RAID, OCB et PJ – ont été déployées. Bilan de cette gigantesque rafle électorale. 33 dangereux Sioux, Apaches et Iroquois ont été capturés : 3 ont moins de 18 ans, 3 ont entre 18 et 20 ans, 16 ont entre 20 et 25 ans, 11 ont plus de 25 ans. Cela fait 33 Tuniques Bleues pour capturer 1 Indien. Les Tuniques Bleues ont frappé à l'heure du laitier: 6 heures. Le maire socialiste de Villiers n'a été prévenu qu'à 6 h 02 par le préfet, une fois l'opération déclenchée. Ceux qui avaient en revanche été prévenus bien à l'avance, c'étaient les « journalistes » (les guillemets semblent être de rigueur), qui ont pu ainsi filmer et rapporter avec complaisance l'opération. Dans l'après-midi, la chef suprême des Tuniques Bleues, MAM, alias Grande Face Blême, a déclaré sans rire qu'elle n'avait pas prévenu les médias, qui avaient été avertis par une... « fuite ». Dis donc, Face de Carême, tu prends vraiment les gens pour des cons ! Ou alors, faudrait voir à importer quelques plombiers polonais pour colmater tes fuites. L'opération « Aube et Brouillard » visait à interpellé des Indiens soupçonnés d'avoir tiré au fusil à pompe sur les Tuniques Bleues dans la nuit du 25 au 26 Novembre dernier, suite à la mort de deux jeunes Indiens motorisés, dont la moto avait été percutée par une diligence des Tuniques Bleues. Il a fallu trois mois aux enquêteurs pour identifier les Indiens suspects. Bizarrement, on nous apprend que tous les interpellés étaient « connus des services de police ». Pourquoi alors attendre 3 mois pour les capturer? Eh bien, la réponse est simple : dans trois semaines, les électeurs iront aux urnes pour désigner leurs nouveaux maires et conseillers municipaux. Le Grand Laitier – qui n'a jamais livré de lait – a donc choisi de mettre un zeste de rodéo à grand spectacle dans cette campagne électorale. Histoire de faire oublier dans les chaumières que le lait est de plus en plus cher. »

Fondation du **RCC**

RASSEMBLEMENT DES CERCLES COMMUNISTES

Chantiers, Journal du Cercle Henri Barbusse de culture ouvrière et populaire, de la Coordination Communiste Nord Pas de Calais, du Cercle Communiste d'Alsace et du Cercle Communiste de Région Parisienne.

Anciens numéros, déclarations, initiatives, contact: <http://coordin.communiste.free.fr>

Le Cercle Henri Barbusse de Culture Ouvrière et Populaire, la Coordination Communiste Nord-Pas-de-Calais pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire, le Cercle Communiste d'Alsace, le Cercle Communiste de la Région Parisienne, réunis en conférence inter-cercles le 2 décembre 2007, après avoir échangé leurs analyses de la situation politique nationale et internationale considèrent que :

► La tâche centrale à l'ordre du jour pour notre période est la reconstruction d'un parti communiste sans lequel aucune contre-offensive n'est possible face à la contre-révolution. Cette reconstruction ne peut être qu'un processus dialectique qui connaîtra des phases de développement quantitatif et des sauts qualitatifs. Elle se situe en conséquence à l'inverse d'une auto-proclamation d'une part et d'une attente idéaliste d'une émergence spontanée par les luttes sociales. Elle suppose que les communistes des différentes organisations prennent leurs responsabilités pour s'ancrer dans l'avant-garde ouvrière, pour construire leur unité idéologique et politique, pour sortir des chauvinismes d'organisation, de chapelle et de leadership.

► Le travail mené en commun depuis plusieurs années a renforcé l'unité idéologique et politique entre nos cercles, développé quantitativement et qualitativement chacun d'entre eux, ancré nos militants dans les batailles concrètes de la dernière période. Notre effort commun d'articuler théorie révolutionnaire et pratique dans le mouvement social tel qu'il est concrètement, est la source de nos progrès quantitatifs et qualitatifs.

L'engagement commun dans tous les espaces et initiatives visant à la convergence des organisations et militants communistes, et ce en dépit de nos divergences tactiques et stratégiques, est un autre signe de notre maturité. L'unité communiste est une lutte qui suppose à la fois d'éviter le sectarisme et de se contenter d'une unité de façade. Polémique communiste sur les divergences et action commune sur tous les points de convergences aussi petits soient-ils sont pour nous les deux assises de la reconstruction. L'attente de la création spontanée ou volontariste d'une organisation « pure » est une illusion idéaliste qui ralentit le

processus de reconstruction d'un parti communiste. Les organisations réunies décident en conséquence :

1. De tirer les leçons de nos progrès quantitatifs et qualitatifs en les traduisant par un seuil plus élevé de l'organisation commune ;
2. De développer l'expression politique commune correspondant à notre degré d'unité plus grand avec en particulier la transformation du journal « *Chantiers* » en organe commun. Né d'une unité plus grande, ce journal commun a aussi pour objectif de renforcer cette unité ;
3. De développer la politique d'éducation marxiste-léniniste selon un plan commun qui tienne compte des spécificités de chacune des localités et de chacun des cercles ;
4. De développer des axes de stratégies, de propagandes et d'agitations communs qui auront à être adaptés par chacun à leurs spécificités concrètes ;
5. D'intervenir de concert dans l'ensemble des espaces de convergences avec d'autres organisations communistes.

Pour réaliser toutes ces tâches, les organisations réunies décident de mettre en place, un **RASSEMBLEMENT DES CERCLES COMMUNISTES (RCC)**.



Rapport du Cercle Henri Barbusse

A la conférence inter-cercles du 2 décembre 2007

La *Coordination Communiste Nord-Pas-de-Calais pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire*, le *Cercle Communiste d'Alsace*, le *Cercle Communiste de la Région Parisienne* et le *Cercle Henri Barbusse de culture ouvrière et populaire* se réunissent aujourd'hui pour examiner et décider la mise en place du *Rassemblement des Cercles Communistes (RCC)*.

Ce rassemblement indique qu'un certain niveau d'unité politique a été atteint entre nos cercles respectifs qui nécessitent de coordonner notre travail commun.

Ce rassemblement reflète aussi la conscience que la marche vers la refondation d'un Parti Communiste héritier et continuateur du PCF/section française de l'IC né à Tours en 1920 nécessite des formes organisationnelles appropriées à chaque étape. Formes d'organisation déterminées par les tâches du moment, dans le respect strict de l'exigence léniniste de « se démarquer pour s'unir » étroitement liée au principe d'unité d'action léniniste.

Nous sommes à une époque de défaite contre-révolutionnaire où la démocratie - comprise ici comme le débat idéologique et politique le plus ouvert et le plus large possible - doit se combiner avec la centralisation la plus possible de l'unité d'action révolutionnaire anticapitaliste. Démarcation idéologique et unité d'action des marxistes-léninistes contre la social-démocratie, le révisionnisme et le trotskisme.

► **Bref historique de la lutte pour la reconstruction du PC révolutionnaire**

Le processus de social-démocratisation du PCF dans le sillage de la prise de pouvoir des révisionnistes/trotskistes khrouchtchéviens dans la période 1953/1960 a connu différentes étapes :

- les hésitations centristes de la direction du PCF sous Thorez, Duclos, Frachon qui a, à la fois, concilié et résisté face à l'offensive anti-staliniste de la direction révisionniste du PCUS vite relayée par l'impérialisme ;

- le centrisme face à l'opportunisme de droite antisoviétique qu'est « l'eurocommunisme », puis son adoption plus tard ;

- le tournant opportuniste du « programme commun PS/PCF » fondé sur la théorie révisionniste de la conquête parlementaire du pouvoir qui a entraîné ensuite l'abandon idéologique de la dictature du prolétariat en 1976 ;

- les premiers travaux pratiques de la collaboration de classe au pouvoir en 1981, puis leur répétition aggravée sous l'appellation de la « gauche plurielle » en 1997/2002 ;

- la chute du mur de Berlin, la défaite du socialisme réel et la désintégration du camp socialiste et la restauration du capitalisme en URSS dans les années 90 ont précipité et accéléré le cours réformiste du PCF sous la forme de la « mutation » au nom du « communisme à la française » réurgence d'une déviation ancienne qui fut longtemps combattue au sein du PCF avec l'aide du Komintern et du Kominform.

A chaque étape, des éléments plus ou moins organisés ont, après une lutte interne plus ou moins longue, tenté de mettre en place des cadres regroupant les marxistes-léninistes. Du PCMLF maoïste dans les années 60, puis ses multiples démembrements semi-révionnistes de droite et de gauche, puis ouvertement opportunistes, à la Coordination Communiste des années 90, les expériences d'opposition ont été marquées par le scissionnisme, qui a émietté les forces oppositionnelles au PCF révisionniste et réformiste, et l'incapacité notoire de s'ancre dans le mouvement ouvrier et d'en conquérir l'avant-garde combative.

A l'origine de la Coordination Communiste, il y a la proposition faite par le Cercle Henri Barbusse à des militants PCF du Pas-de-Calais de mettre en place un cadre qui serait un **front des communistes qui s'opposent à la social-démocratisation du PCF, qui défendent le camp socialiste et l'URSS ainsi que la dictature du prolétariat**.

Ce cadre est né à l'époque sous le nom de « Coordination Communiste ». Il fut traversé de sa fondation en octobre 1991 jusqu'à la scission de décembre 1999 et jusqu'à l'exclusion de la Coordination Communiste 59/62 en 2002 par le débat sur la « Renaissance » du PCF ou la « Reconstruction » d'un PCF. Tirailé entre ceux qui s'illusionnaient sur la possibilité de faire « renaître de l'intérieur le PCF héritier de Tours » et ceux qui pour « reconstruire » voulaient que « tous quittent et rompent totalement avec le PCF ». Nous sommes intervenus dans ce débat en développant à la fois la formule « un pied dedans et un pied dehors » et la défense de l'objectif de la reconstruction par la mise en place d'un cadre indépendant des « communistes qui veulent rester communistes » sans sectarisme vis à vis de la base du PCF. En effet, il s'agissait de condamner l'illusion d'un « redressement interne du PCF », mais aussi de se démarquer de la répétition saugrenue de la désastreuse expérience maoïste des années 60 de l'autoproclamation d'une secte pré-parti complètement coupée des militants à la base du PCF qui prennent progressivement et par vagues successives conscience de l'impasse du réformisme.

L'implosion de la Coordination Communiste et la multiplication des groupes issus des départs successifs du PCF permettent aujourd'hui de mesurer toute l'importance théorique et pratique du débat de la période 2000. L'on peut ainsi signaler de façon non exhaustive l'existence des groupes suivants : URFC, PRCF, Communistes, Rouges Vifs, Combat Communiste, Communistes en Lutte (CeL), PCOF, et plusieurs sections internes au PCF, etc.

► **Les lignes de démarcation pour l'unité d'action, étape vers l'unité marxiste-léniniste**

Dans les *Bases d'unité et d'action* du Cercle Henri Barbusse (CHB), nous disions : « *Le CHB œuvre au rassemblement des deux processus dans et hors du PCF pour qu'un tel front émerge, conscients que nous sommes que, parallèlement, le capital s'empresse de remplir par les trotskistes et les écologistes le vide laissé à « gauche » au fur et à mesure de la mutation réformiste du PCF* » (mai 1998). Ce document du CHB ajoute : « *Nous devons lutter pour éviter la réédition du sectarisme caractéristique du maoïsme qui, dans les années 60/70, s'est érigé en opposition centriste et révisionniste au révisionnisme khrouchtchévien... Une longue lutte idéologique et politique est nécessaire pour briser les effets néfastes de l'anti-stalinisme, c'est à dire de l'anti-communisme, sur les forces saines qui résistent aujourd'hui dans et hors du PCF* » (idem).

Ces axes stratégiques indiquent clairement que le processus de démarcation au sein du PCF social-démocratisé allait, va et continuera d'éjecter certains qui veulent « rester communistes » pendant que d'autres poursuivront un certain temps encore la lutte interne. Les groupes qui naîtront hors du PCF vont devoir à la fois lutter à l'extérieur séparément, puis trouver les voies et moyens de l'unité d'action pour peser, et ensuite, à travers la dialectique de l'unité d'action et du débat idéologique et politique, forger une unité révolutionnaire sur le plan idéologique et politique. C'est ce que nous avons appelé « l'étape des cercles ».

Ces axes stratégiques indiquent aussi que les opportunistes

de droite (révisionnisme social-démocrate) et de gauche (les multiples variétés du trotskisme et du mao-trotskisme-écologiste) revitalisés par la contre-révolution bourgeoise temporairement victorieuse vont être utilisés par le capital, tour à tour et/ou ensemble, pour empêcher la réémergence du bolchevisme.

Ces axes indiquent ensuite que les lignes de démarcation actuelles pour envisager l'unité d'action communiste sont : l'anti-trotskisme et l'anti-social-démocratie, l'attachement critique au socialisme réel, à l'expérience de l'URSS, la référence comme point d'appui au PC(b)US, à la construction du socialisme dans un seul ou un groupe de pays, à la dictature du prolétariat véritable démocratie populaire, au Komintern, au Kominform, le soutien à Cuba et à la Corée socialiste, la solidarité avec l'expérience antilibérale et anti-impérialiste en cours en Amérique Latine (Venezuela, Bolivie, ...), l'opposition à « notre » propre impérialisme.

Ces axes indiquent en plus que les luttes et résistances de classe à l'offensive prédatrice du capital, que les luttes et résistances démocratiques et patriotiques à l'offensive néo-coloniale de l'impérialisme vont forcément générer des différenciations au sein même de l'aristocratie ouvrière et faire émerger de nouveaux dirigeants d'avant-garde issus des luttes sociales et nationales progressistes qu'il faudra gagner au marxisme-léninisme.

Ces axes indiquent en outre que les cercles marxistes-léninistes locaux et/ou « nationaux » qui foisonnent doivent travailler sans relâche à être liés aux masses, aux ouvriers et forces populaires en lutte pour y mettre à l'épreuve de la pratique, de la critique et de l'autocritique les réflexions, les analyses et les théories qu'ils élaborent.

Ces axes indiquent enfin que pour peser, les cercles marxistes-léninistes locaux et/ou « nationaux » doivent chercher et trouver les voies et moyens de l'unité d'action et du débat idéologique franc et scientifique pour éviter l'isolement sectaire et la marginalisation.

Dans des conditions particulièrement difficiles et complexes, nos cercles respectifs ont tenté de mettre en pratique avec quelques succès cette orientation stratégique, succès qui font que nous envisageons de rassembler aujourd'hui nos forces certes encore faibles.

► L'handicap de l'éparpillement et de l'isolement sectaire : principal danger à vaincre

Les marxistes-léninistes sont émiettés en plusieurs cercles locaux et « nationaux ». D'autres sont encore au sein du PCF. La maladie scissionniste révisionniste, maoïste et trotskiste propagée par la bourgeoisie a fait éclater la première tentative d'unification des marxistes-léninistes qu'a été la Coordination Communiste. De là sont issus le PRCF, l'URCF, CeL, la Coordination Communiste 59/62. Nous parlons ici de maladie scissionniste révisionniste, maoïste et trotskiste, parce que le scissionnisme putschiste a fortement miné le Mouvement Communiste International (MCI) en particulier après 1945 et surtout depuis les années 60. En effet le titisme, le khrouchtchevisme, le maoïsme, puis les multiples formes du trotskisme de droite et de gauche sont à différents degrés des déviations du marxisme-léninisme. Tous ces courants droitiers et/ou gauchistes ont été instrumentalisés par l'impérialisme pour diviser le MCI, l'affaiblir puis le vaincre temporairement. Et pourtant, l'histoire du Mouvement Communiste International fournit de multiples exemples diamétralement opposés à la désastreuse mode du scissionnisme.

Les marxistes, les anarchistes, les socialistes de diverses tendances ont cohabité dans la première Internationale jusqu'à son transfert à New York, puis sa dissolution ; les marxistes, les opportunistes de droite, de gauche et les centristes ont cohabité très longtemps dans la seconde Internationale jusqu'à la faillite de celle-ci ; les léninistes ont même été minoritaires dans la Seconde Internationale, mais Lénine ne déclare la mort définitive de celle-ci que comme consé-

quence de la Révolution d'Octobre 1917 et ce sont les exigences pratiques et organisationnelles nées de la montée en puissance du mouvement révolutionnaire prolétarien qui viendront poser concrètement à la majorité écrasante du mouvement communiste, de la classe ouvrière et à son avant-garde la nécessité de créer la IIIème Internationale. De 1898, date d'élaboration du premier projet de programme par Lénine à 1912, bolcheviks et mencheviks partagent le même parti avec des formes d'organisation évolutives adaptées aux exigences de la lutte de classe. Toutes ces expériences et bien d'autres montrent que l'unité des forces et organisations dans l'action peut et doit être combinée avec la lutte idéologique et politique sans faiblesse contre l'opportunisme de droite et de gauche.

Ce sont les révisionnistes, les trotskistes, les maoïstes qui ont insufflé dans le mouvement communiste le scissionnisme putschiste comme méthode systématique et automatique de règlement des divergences idéologiques. D'ailleurs, c'est devenu une vraie caricature qui fait qu'on scissionne pour tout et n'importe quoi au nom de la soi-disant « pureté des principes ». Il serait aussi important de questionner le rôle de la police politique et des services secrets impérialistes dans ces « scissions ultra-révolutionnaires » qui ont jalonné et continuent de jaloner l'histoire d'hier et d'aujourd'hui du mouvement communiste depuis les années 60. On sait que la police et les services secrets bourgeois ont appris à fonder des groupuscules provocateurs chargés d'infiltrer le mouvement communiste pour y fomenter des scissions. Les exemples aux Etats Unis et au Japon notamment sont nombreux, mais les Etats d'Europe font exactement pareil.

La philosophie, la psychologie, la sociologie et l'historiographie bourgeoises mettent ces scissions le plus souvent sur le compte des « luttes individuelles de pouvoir », sur le compte de « la dictature du parti ou des individus » parce que ce serait là « la nature individualiste intrinsèque de l'humain que réfute l'idéologie collectiviste du marxisme » et autre baratin.

« L'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » disait Marx. L'avant-garde prolétarienne doit donc se constituer en état-major de l'armée ouvrière et populaire pour monter à l'assaut et renverser la dictature du capital. Ce qu'il nous faut donc, c'est de mener l'inévitable travail politique de persuasion, de « dés-éducation », de formation et d'intervention communistes dans les mouvements et luttes des masses laborieuses pour convaincre les ouvriers et militants avancés de la nécessité du parti communiste, outil indispensable pour vaincre le totalitarisme du capital.

Ce travail s'appuie aussi sur l'expérience des masses en tenant compte du rapport réel des forces dans la lutte des classes. Or, la mode scissionniste éparpille les forces, démoralise les militants, les « dogmatise » et fait l'étalage de nos impuissances de sectes « pures » qui passent leur temps à se bagarrer entre elles sans aucun intérêt pour le prolétariat. La scission n'est pas la seule et unique façon d'assurer la nécessité absolue d'une propagande, d'une agitation et d'une organisation indépendantes des marxistes-léninistes. Même quand celle-ci est posée par la vie elle-même, il faut rigoureusement tenir compte du rapport des forces donc du moment et des circonstances de la scission. Lénine ne recommandait-il pas aux communistes minoritaires anglais, néerlandais de rester dans le parti social-démocrate alors que dans la plupart des autres pays comme en France, les sociaux-démocrates scissionnaient après leur défaite au Congrès de Tours en 20. En effet, ce que nous exigeons en toute circonstance, c'est notre liberté totale de dire et d'agir en marxistes-léninistes, c'est notre liberté - comme le disait Lénine lui-même dans sa critique des spontanéistes, des économistes dans son ouvrage magistrale « Que Faire ? » - de critique et d'action révolutionnaire indépendante sur la base de l'analyse concrète de la réalité concrète. Des formes appropriées d'organisation peuvent permettre d'atteindre cet objectif sans nécessairement scissionner pour tout et n'importe quoi. L'apologie en

théorie et en pratique du scissionnisme n'est pas du léninisme, c'est du putschisme trotskiste.

Or les cercles locaux ou « nationaux » qui se réclament du marxisme-léninisme se caractérisent sur le plan idéologique et politique par ceux qui « centralisent » sans vrai programme, ceux qui veulent « l'unité pour l'unité » sectaire de marxistes-léninistes coupés des combats des masses populaires, ceux qui confondent « stratégie et tactique » pour s'enfermer dans une agitation pétitionnaire de « l'élite communiste » hors ou dans le PCF, ceux qui ne voient pas que le front antilibéral, dans lequel il faut s'impliquer certes, n'est pas en tant que telle une alternative anticapitaliste, ceux qui ne recherchent que « l'unité d'action » en cherchant à faire table rase du marxisme-léninisme, du socialisme réel, de l'URSS, ceux qui, sur des positions ouvriéristes, « attendent le vrai parti communiste pour y adhérer » et ceux qui sont encore à l'intérieur du PCF dans une stratégie naïve de « renaissance du PCF » mutant.

La déviation de gauche, le doctrinarisme de gauche comme l'appelait Lénine, est le véritable danger, le principal obstacle que les différentes composantes du mouvement marxiste-léniniste doivent vaincre pour renouer avec le léninisme, le socialisme scientifique.

Maladie infantile à la période de la Révolution d'Octobre, Lénine avertissait déjà que le doctrinarisme de gauche pouvait devenir un « vice enraciné ». La déviation de gauche est aujourd'hui un mal répandu parce que la période s'étendant de la victoire du révisionnisme moderne dans le Mouvement Communiste International dans les années 60 à la défaite du socialisme et à la restauration du capitalisme dans les années 90, la lutte a opposé non le bolchevisme au révisionnisme, mais le semi-révisionnisme maoïste gauchiste au révisionnisme de droite en voie de social-démocratisation.

Cela peut être démontré aisément. Quand nous appelons à voter aux élections régionales 2004 pour la liste autonome du PCF du Nord/Pas-de-Calais, les uns y voient subjectivement de « l'opportunisme de droite », les autres expriment « une crainte de tomber dans l'opportunisme de droite ». Or, il s'agit de saisir le fait objectif que c'est une liste autonome du PCF sur laquelle sont les ouvriers ou soutenue par les dirigeants syndicaux les plus combatifs des luttes sociales contre les attaques du capital. Quand nous appelons à voter MG Buffet au printemps 2007, des cris sont lancés sur la « trahison », alors qu'il s'agit de défendre les traditions communistes qu'incarne objectivement aux yeux de millions d'ouvriers le PCF – indépendamment de la subjectivité des « puristes » du marxisme-léninisme - lorsqu'il fait le choix antilibéral et du NON à la constitution européenne impérialiste. Résultat : nous commençons à toucher les éléments combatifs du PCF, à la base notamment, tout en gardant notre liberté de critique du révisionnisme et du réformisme. Lorsque nous nous lançons dans le front antilibéral, y compris en faisant des concessions acceptables qui nous permettent de tenter de faire avancer le mouvement des masses sur des positions et des luttes antilibérales tout en continuant notre travail propre de communistes, les autres composantes du mouvement marxiste-léniniste s'en isolent, attendant on ne sait quel mouvement « pur » prêt à être dirigé par les « puristes marxistes-léninistes », en fait des dogmatiques subjectivistes incapables de se frotter à la complexité mouvante de la réalité objective, à un rapport des forces qui reflète le recul idéologique et politique engendré par la défaite du socialisme réel, de l'URSS et la contre-révolution bourgeoise. Les exemples sont nombreux montrant l'énorme faiblesse idéologique et politique de l'ensemble des marxistes-léninistes de nos jours, y compris nous-mêmes qui avons encore beaucoup d'efforts à faire pour gagner en maturité bolchevique.

Ajoutons ici le fait que l'encercllement capitaliste de l'URSS même dirigée par les révisionnistes khrouchtchéviens et puis

brejnéviens a su, en plus des pressions militaires, économiques, politiques, culturelles, utiliser l'attaque idéologique de droite combinée à l'attaque idéologique de gauche maoïste au cours de cette période de victoire du révisionnisme à la tête de l'Etat et du parti soviétiques. La défaite du socialisme, de l'URSS, c'est aussi une terrible défaite idéologique.

► Rassembler la quantité du moment pour faire un saut qualitatif au plan politique et social

La reconstruction du Parti révolutionnaire marxiste-léniniste de classe ne peut être qu'un processus dialectique qui connaîtra des phases de développement quantitatif et des sauts qualitatifs. Elle se situe en conséquence à l'inverse d'une auto-proclamation d'une part et d'une attente idéaliste d'une émergence spontanée par les luttes sociales. Elle suppose que les différents cercles prennent leurs responsabilités pour s'ancrer dans l'avant-garde ouvrière, pour construire leur unité idéologique et politique, pour sortir des chauvinismes d'organisation, de chapelle et de leadership autoproclamés. Les résistances antilibérales et anti-impérialistes montantes commencent à montrer les limites de la subjugation, de la soumission et de la résignation des masses travailleuses et des peuples opprimés qui ont suivi la période de désarroi, de débandade découlant d'une part de la défaite du socialisme, de l'implosion de l'URSS et de la restauration du capitalisme et d'autre part de l'offensive tous azimuts de l'impérialisme profitant de l'occasion pour imposer la pensée et la pratique politique unique du libéralisme pour obtenir le maximum de profit et étendre ainsi la mondialisation capitaliste à tous les coins et recoins de la planète. Les luttes défensives et parfois les contre-attaques marquent des points. L'antilibéralisme est devenu un point d'appui du mouvement ouvrier, des résistances nationales comme le montrent les expériences révolutionnaires progressistes en Amérique Latine. De novembre/décembre 95, en passant par la victoire du NON au référendum, celle contre le CPE, aux luttes - mêmes vaincues, parfois partiellement - contre la retraite en 2003, puis celles des dockers-marins, des cheminots, RATP en 2007 et la révolte des quartiers populaires en 2005, toutes ces résistances et luttes sociales ainsi que les mobilisations antimondialistes sont des mouvements qui montrent la sortie progressive des masses laborieuses de l'apathie, et la montée en puissance de la contestation sociale. Ce facteur pose la nécessité de l'unité d'action des communistes marxistes-léninistes comme aile anticapitaliste dans la lutte pour l'émergence d'un front populaire antilibéral. Or, la droite libérale et la social-démocratie libérale font tout pour empêcher l'émergence de ce front populaire antilibéral seul moyen actuel pour briser la bipolarisation politique « droite/gauche ». La concurrence entre les organisations politiques de la « gauche de la gauche » (PCF, LCR, LO, Verts, Collectifs Bové, etc.), forces dominantes, constitue un frein aux tentatives en cours de construction du front populaire antilibéral. Le document du Cercle Henri Barbusse sur les « causes de l'échec du front antilibéral » (juin 2007) situe la raison principale de l'échec de la tactique d'une candidature unique et unitaire à la présidentielle puis aux législatives par « l'inexistence d'une vraie aile anticapitaliste et d'un vrai parti communiste révolutionnaire ». La tâche centrale est donc pour les communistes de frayer la voie pas à pas au rassemblement des forces communistes marxistes-léninistes pour peser plus fort dans la lutte de classe et orienter autant que possible la résistance ouvrière et populaire, le front populaire antilibéral vers la lutte anticapitaliste. Pour faire cela, il faut absolument rassembler les cercles marxistes-léninistes et développer une politique d'unité d'action permettant de sortir de l'isolement et du sectarisme impotent. C'est ce que nos cercles se proposent de commencer à faire ensemble en créant le Rassemblement des Cercles Communistes. Camarades, mettons nous au travail et bon succès!

Les « subprimes » expliquées à ceux qui vont les payer

Par Thierry Blavoet, CGT Cheminots Lille

Les *subprimes* sont des créances émises sur le marché nord-américain et revendues sur le marché international sous forme de produits dérivés. Au départ il s'agissait simplement de permettre à des particuliers d'accéder à la propriété immobilière, et donc de la rencontre entre un emprunteur et un prêteur. Malheureusement les opérateurs n'ont pas été très regardants sur la solvabilité des emprunteurs, et en échange de juteuses commissions ils ont placé des crédits à tour de bras, « dopant » ainsi le marché immobilier de la construction. Les banques américaines à leur tour ont émis des titres

basés sur ces valeurs alimentant ainsi la spéculation. Les banques européennes se sont jetées sur ces valeurs réputées sûres par les organismes de contrôle. Pour la petite histoire certaines ont d'ailleurs émis à leur tour des titres pour les revendre sur le marché, ainsi certaines banques ont acheté des titres basés sur les valeurs qu'elles avaient elles-mêmes créées.

Bien entendu nous pouvons nous demander pourquoi des particuliers ont ainsi signé des contrats dont le remboursement pouvait à terme leur poser problème. Tout d'abord ces derniers n'ont pas toujours été avisés des conditions de crédit très progressif (Les démarcheurs ont été très convaincants). De plus, ils avaient simplement besoin de se loger, ils avaient également confiance dans l'économie étatsunienne réputée en pleine expansion, ce qui pouvait à terme leur permettre d'augmenter leurs revenus et donc de faire face aux échéances. Dans le pire des cas ils pouvaient espérer revendre leurs biens avec une confortable plus-value puisque le prix de l'immobilier était en constante expansion depuis plusieurs années.

Ce système aurait pu tenir si la progression de l'économie pouvait continuer indéfiniment, si les revenus des particuliers pouvaient augmenter de même, si l'immobilier continuait sa hausse. Malheureusement il y a trop de si, et on ne vit pas au pays du Père Noël. Au contraire l'économie étatsunienne s'est contractée, amenant à la baisse les revenus, obligeant les particuliers les plus vulnérables à clore leur remboursement. Les maisons de ces derniers devenaient impossibles à vendre puisqu'il n'y avait plus d'acheteurs, elles étaient donc saisies par les banques pour le remboursement de leurs prêts, ces dernières se trouvant propriétaires d'un bien immobilier dont la valeur d'échange avait fondu, puisque s'il y avait bien des vendeurs, il n'y avait plus d'acheteurs ! Au fur et à mesure que le temps passe le nombre de particuliers en cessation de paiements augmente inexorablement.

Ces problèmes auraient pu rester sur le sol américain, malheureusement les banques européennes dont certaines françaises se sont rendues complices de ce gigantesque casino. La confiance étant l'un des éléments essentiels du fonctionnement bancaire, aucune banque n'ose avouer détenir des créances pourries et sans valeur. Ce qui fait qu'elles se suspectent toutes d'en détenir. En conséquence elles évitent de se prêter des fonds bloquant ainsi l'économie. Face à la pénurie de crédits, les financiers et les industriels qui en ont besoin se tournent



donc vers les banques centrales, c'est-à-dire les banques d'État garantes de l'économie des pays ou tout au moins de leurs monnaies. Ces dernières dont la banque centrale européenne, pour venir en aide aux banques privées ont injecté massivement de la monnaie dans l'économie. Mais ceci n'est pas sans risque, puisque si on augmente la masse monétaire, la valeur relative de la monnaie diminue. Ce qui fait que les citoyens européens dont les Français entre autres, voient leur pouvoir d'achat diminuer. C'est particulièrement vrai pour les salariés puisque leur revenu est contraint, d'au-

tant plus qu'ils représentent la majorité de la population. Si apparemment leurs salaires ne baissent pas ceux-ci perdent de leur valeur, puisque la monnaie en perd.

Si nous récapitulons : les banques étatsuniennes émettent une monnaie de singe, les banques européennes en achètent, quand elles se rendent compte qu'il s'agit d'une monnaie sans valeur elles demandent aux banques d'État d'éponger leurs dettes, ces dernières obtempèrent en diminuant le revenu des salariés. Autrement dit, les banques ont mis dans votre porte-monnaie une reconnaissance de dette sans vous demander votre avis, et elles vous demandent maintenant de la payer.

Certains économistes évoquent déjà le spectre de 1929, même si c'est pour tenter de l'exorciser. Un célèbre économiste expliquait dernièrement qu'il ne savait pas précisément ce qui allait se passer, mais qu'il ne pensait pas que ce serait comparable à 1929. (S'il ne sait pas ce qui va se passer, pourquoi parle-t-il de 1929?). La ministre de l'économie française commence à préparer les esprits, elle annonce que les prévisions optimistes émises au début du quinquennat sont revues à la baisse. L'inflation pointe son nez et n'est pas seulement due à la hausse des matières premières, mais également à la baisse de valeur de la monnaie suite aux manipulations des banques centrales. Nous pouvons être certains qu'un plan de rigueur est prêt à sortir des tiroirs, car il faudra que quelqu'un paye et ce quelqu'un c'est nous, c'est-à-dire les salariés. C'est pour cette raison d'ailleurs que les réformes des retraites ont été avancées, car lorsque la crise sera installée, il ne sera plus possible de réformer ou de contre-réformer selon le terme qu'on préfère. Municipales obligent, il faut encore attendre pour que les ténors de l'économie libérale sortent la grande scène du II et annoncent aux salariés les sacrifices nécessaires et indispensables pour sauver l'économie. Mais rassurez-vous, les banquiers, les spéculateurs, les agioteurs, les financiers, les grands industriels, les politiciens installés et les privilégiés du régime ne seront pas touchés par la crise puisque les salariés seront là pour éponger les dettes.

Notes : Les produits dérivés sont estimés à 613 000 milliards de dollars par la banque des règlements internationaux (BRI) ; Ceux qui sont détenus par les banques commerciales américaines représenteraient 157 leurs fonds propres ; 110 000 milliards de dollars de valeurs se seraient déjà évaporés (cité par Jean-François Kahn) ; Les banques centrales ont déjà injecté 750 milliards de dollars ; 224 000 procédures de saisie intentées dans l'immobilier aux États-Unis fin novembre. source : « Nouvelle Solidarité » 14 décembre 2007.

L'Europe des patrons, vous n'en voulez pas ? Vous l'aurez quand même !

Par le Cercle Communiste de Région Parisienne

Le peuple a gagné une bataille le 29 Mai 2005... Malgré une propagande politico-médiatique sans précédent, le peuple français a rejeté avec force le 29 Mai 2005 un projet de constitution européenne qui devait graver de manière irréversible les principes du libéralisme comme fondement de notre société et permettre la destruction systématique de tous les acquis du Conseil National de la Résistance (service public, la sécurité sociale, la retraite, l'assurance chômage, le droit du travail...)

Mais la volonté du peuple, les patrons, l'UMP et Sarkozy s'assoient dessus ! Le rouleau-compresseur

européen est le bras armé du patronat ; avec l'appui des médias et politiques toujours au garde à vous, voilà qu'il a entrepris de passer en force et d'adopter le même projet au parlement le 4 Février 2008.

On remanie la forme pour mieux conserver le fond, on déplace la « concurrence libre et non faussée » dans la partie « protocoles », on coupe des détails sans conséquences tels que les symboles de l'union, on y met un peu plus de police, on le renomme « mini traité » (alors qu'il est plus long)... et le tour est joué !

55% de NON au TCE en 2005?
Le scrutin n'était pas assez écocitoyen!
Avec la sarko-démocratie,
moins de déforestation en 2008!



Mais Giscard d'Estaing confirme que « 98% de la substance se retrouve dans le nouveau traité » (audition du 16 Janvier 2008) et Zapatero nous assure qu'ils « n'ont pas abandonné un seul point essentiel de la constitution » (discours du 27 Juin 2007)...

Et trahir le peuple, c'est la spécialité du PS ! Si 2/5 des votants s'étaient opposés au texte lors du congrès de Versailles, le projet aurait été rejeté. Il appartenait donc au PS de voter NON comme le PCF, les verts et les souverainistes, et d'obliger le président à recourir au référendum. Mais le PS n'est rien d'autre qu'une droite qui se cache derrière un masque de gauche,

et la volonté du peuple, il la méprise autant que le peuple lui-même, trop « idiot » selon lui pour comprendre ce texte et pouvoir s'exprimer.

Le résultat est clair : Pour 62.46% - Contre 20.45% - Abst. 17.09%... **Mais si le PS et les verts avaient dit NON au coup de force, il aurait été : Pour 58.88% - Contre 40.22% - Abst. 0.89% Et la minorité de blocage de 2/5 (40%) aurait imposé un référendum ! C'est donc ça, qu'ils appellent « Démocratie » ? L'Europe des patrons a tombé le masque; elle se fait contre les peuples !**

Le Traité de Lisbonne est une Constitution *bis*

Par Jean Gadrey, Professeur d'économie à Lille 1 – Radio Campus, 16 janvier 2008



« Mais les peuples voulaient l'Europe comme protection, non comme cheval de Troie de tous les dumpings. Ils voulaient une Europe démocratique respectueuse des identités nationales et de la souveraineté des peuples. Ils voulaient la monnaie au service de l'économie et non l'économie au service de la monnaie. Je ne crois pas que le NON au TCE soit un refus du monde ; c'est le cri d'une France qui n'en peut plus de subir, qui ne veut plus que l'on décide sans elle, qui ne se sent ni écoutée ni entendue ». S'agit-il des propos de Laurent Fabius ou de MG Buffet, c'est à dire de partisans reconnus du NON ? Non, ce sont des propos extraits du livre que Nicolas Sarkozy a publié au moment où il était candidat à l'élection présidentielle...

Il est familier de ce genre de démagogie, et après une telle analyse que je partage, on aurait pu s'attendre à ce qu'il consulte le peuple français puisqu'il admettait qu'il y avait de bonnes raisons de s'opposer à ce traité. Qu'a-t-il fait ? Il nous a dit ; on va abandonner ce projet de constitution pour s'orienter vers un traité tout à fait simplifié. Je cite ses propos de campagne l'année dernière : « J'ai proposé à nos partenaires un traité simplifié, limité aux questions institutionnelles que nul n'a contesté pendant la campagne référendaire, afin que l'Europe se dote rapidement des moyens de fonctionner » (...) Il s'agissait apparemment de se limiter à des questions institutionnelles, en évitant d'introduire dans ce texte, en particulier dans sa partie 3, toute une série d'éléments sur le concurrence libre et non faussée, sur la libéralisation des échanges et du commerce, questions qui doivent relever des politiques courantes et non de la constitution.

On peut dire que Sarkozy nous a donc doublement menti. Il nous a d'abord menti parce que ce traité n'est pas du tout simplifié. Il comporte 260 pages serrées pratiquement illisibles, 359 modifications des traités existants, 12 protocoles et

plusieurs dizaines de projets de déclaration ayant la même valeur juridique que les traités. Les auteurs, des gens de la Commission européenne, se sont débrouillés pour que le texte final soit encore plus illisible et incompréhensible que le TCE. Deuxième mensonge : Ce texte n'est en aucun cas limité aux institutions, il reprend pour l'essentiel le contenu du TCE qui a été rejeté par les français et les néerlandais, sans tenir le moindre compte des critiques qui ont été émises à l'époque. Presque tout le TCE se retrouve dans ce nouveau traité mais de façon éparpillée. (...)

On est donc devant un mensonge éhonté. Prenons quelques exemples. Nous nous sommes battus en 2005 entre autres, contre la grosse partie 3 du TCE qui multipliait les dispositions ultralibérales, n'ayant rien à voir avec une constitution. Sarkozy nous dit qu'il a abandonné la partie 3. Sauf qu'on retrouve pratiquement tous les éléments de cette partie dans le nouveau traité de Lisbonne, mais à d'autres endroits, dans des protocoles, dans des annexes, qui ont la même valeur juridique. Un assez bon exemple à mon avis : La fameuse référence à la « concurrence libre et non faussée ». L'article 4 du texte actuel stipule que « l'intégration européenne se fait conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre »... mais dans un protocole qui a la même valeur juridique on précise : « le marché intérieur comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée ». La « concurrence libre et non faussée » reste donc au cœur de ce projet.

Il y a certes des changements apparents. Le mot « constitution » a été symboliquement abandonné. C'était une des raisons du rejet, parmi beaucoup d'autres. On n'a pas abandonné le contenu mais les symboles et le mot. Plus de drapeau, plus d'hymne, plus de devise... pour le reste, on a à peu près le même texte. (...)

Les critiques concernant le rôle de la Banque Centrale Européenne n'ont pas non plus été prises en compte. Elle dirige toujours la politique monétaire avec pour seul souci l'inflation, qui n'est donc aucunement prise en compte par exemple les exigences du plein emploi, contrairement à son homologue américaine, la Réserve Fédérale. La BCE est donc indépendante, ce qui signifie indépendante des citoyens, des politiques, mais néanmoins soumise à des lobbys économiques extrêmement puissants et à l'idéologie de la pensée unique (...).

Autre question ; le rôle beaucoup trop important de la commission européenne, qui n'est pas issue d'élections, qui n'a aucun compte à rendre auprès du parlement, qui a eu une très grande autonomie. Dans toute démocratie, le parlement a l'initiative de projets de lois. Ce n'est pas le cas en Europe. Ce n'était pas prévu dans le TCE, ce n'est toujours pas prévu dans le présent traité, autrement dit ceux qui sont issus du suffrage universel, les élus du parlement européen, ne peuvent pas présenter des projets de loi ; la commission dispose du monopole, et c'est tout à fait scandaleux puisque ça lui donne le pouvoir de s'opposer dans certains cas à la volonté du suffrage universel... et elle ne s'en prive pas ! A l'époque où une majorité écrasante au parlement européen réclamant des lois sur les services publics, la commission s'y est opposé à six reprises... et il n'y a pas moyen de la contraindre ! Pendant ce temps elle proposait et faisait passer toute une série de directives exigeant la libéralisation des services publics. La commission est à l'ensemble des directives et des grandes lois européennes ce que la Banque Centrale est en matière de politique monétaire, c'est-à-dire très largement indépendante. On retrouve un tel équivalent dans aucun pays ! Cette critique fondamentale des partisans du NON au TCE n'a toujours pas été prise en compte évidemment.

La concurrence libre et non faussée ne reconnaît pas les droits universels. Elle signifie que toute une partie de la population ne peut pas avoir accès à des services publics parce qu'elle n'a pas les moyens de se les financer. Donc pour que des services publics fonctionnent, ils doivent être partiellement subventionnés par les Etats, afin de pouvoir fournir ces services à tout le monde, y compris à ceux qui n'en ont pas les moyens (...). Les partisans du Traité de Lisbonne disent que les services publics sont protégés par un protocole. Ils ne

sont pas du tout protégés ! C'est un mensonge ! Selon l'article 86 du nouveau traité « ces services sont soumis aux règles de la concurrence » et selon l'article 87 qui va encore plus loin « sont interdites les aides des Etats qui faussent la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions ». Ca veut dire que la possibilité que les services publics soient aidés par des subventions pour être vraiment publics et universels, va être remise en cause. Les services publics vont être mis en difficulté par la concurrence privée et internationale, et le risque existe que les plus pauvres n'aient plus accès à des services essentiels de santé, de transport, d'énergie, etc. parce que la concurrence l'interdira. On est là dans la même logique qu'avec le TCE. Une nouvelle fois, une critique fondamentale des partisans du NON n'a pas été du tout prise en compte.

Dans ce nouveau traité, le protocole qui parle de ce que nous appelons en France les services publics se limite aux « Services d'Intérêts Economiques Généraux » et n'offre aucune garantie sur leur bon fonctionnement. Il s'agit d'un mensonge : les services publics ne sont pas du tout protégés par ce nouveau traité.

Le nouveau traité fait toujours référence à la Charte des Droits Fondamentaux, qui figurait dans l'ancien TCE. Elle n'a pas changé. Les Droits fondamentaux qu'elle prétend garantir sont toujours « non contraignants », autrement dit ce sont des vœux pieux. Un exemple : « Tout travailleur a droit à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire ainsi qu'à une période annuelle de congés payés ». Ca ne signifie rien ; aucun droit n'est associé, cet article n'engage à rien. On peut très bien décider de passer d'un maximum de 48 à 65 heures, ce que proposent d'ailleurs certains projets de directives « temps de travail », sans entrer en conflit avec la constitution ! La charte contient toute une série d'articles de ce type, qui ne sont associés à aucun droit. C'est un recul par rapport à ce qui existe actuellement dans l'ensemble des traités internationaux de type social, déclaration des Droits de l'Homme par exemple de 1948, et même certains textes européens antérieurs. Autant les droits des capitaux et des entreprises sont détaillés et très contraignants (par exemple les restrictions aux mouvements de capitaux, à la liberté des investissements sont interdites, favorisant par exemple le dumping social), autant en matière de droits sociaux, il n'y a rien de contraignant.

Indépendance du Kosovo :

Les USA, l'UE et l'OTAN créent un nouvel Etat ethnique et menacent à nouveau la paix en Europe!

Le 9 février dernier, une autorité albanophone mise en place et contrôlée par l'Union Européenne et les USA proclamait unilatéralement l'indépendance d'une région de la Serbie : le Kosovo. Immédiatement les USA et la plupart des pays de l'Union Européenne (UE) reconnaissaient officiellement le micro-Etat qui, en fait d'indépendance, est une semi-colonie de ses « libérateurs ». Le processus de désintégration de la Yougoslavie, Etat créé en 1918 sur les débris des empires Austro-hongrois et Turc à partir de la volonté souveraine des peuples opprimés des Balkans, vient d'aboutir à la sécession du Kosovo de la Serbie.

Pour l'Europe et les USA, c'est incontestablement un pas de plus dans leur travail de morcellement des peuples, de destruction systématique des Etats et des Nations de l'ancien « bloc de l'Est » socialiste. Cette tactique d'atomisation, d'absorption par petits bouts et d'encercllement progressif prépare et conduit à une guerre ouverte de conquête en direction de la Russie.

Après la destruction tragique de la Yougoslavie (en politisant, et en armant des armées séparatistes croates, bosniaques, etc.), le démantèlement de la Tchécoslovaquie, les tentatives de sécession par prétendue « révolution orange » en Ukraine, en Géorgie, les proclamations d'indépendance au Monténégro d'abord, au Kosovo ensuite, achèvent un



processus de « conquête de l'Est » par les forces impérialistes coalisées des USA et de l'UE.

En 1999, à forte dose de média-mensonges sur « les charniers et l'épuration ethnique du Kosovo » (qu'on n'a jamais trouvés finalement), lesquels sont identiques au faux prétexte des « armes de destruction massive » qui a servi plus tard à l'invasion de l'Irak (jamais trouvées non plus), l'OTAN s'était mis à pilonner les ressources économiques et les populations civiles de Yougoslavie. Cet Etat multinational stable depuis des décennies, avait commis le crime d'être hostile à toute entrée dans l'UE...

Preuve était faite alors que la « construction européenne », ce n'était pas « la paix », mais au contraire la guerre, y compris sur le continent européen lui-même.

Aujourd'hui, la proclamation d'indépendance d'un nouvel Etat fantôme pro-américain, est un pas de plus de la part des USA et de l'UE vers la re-balkanisation de l'Europe orientale, vers le retour à une situation géopolitique explosive qui avait participé en 1914 au déclenchement de la première guerre mondiale.

Nos médias prétendent aujourd'hui que le nationalisme des populations albanophones du Kosovo est juste, et que c'est lui qui a déterminé la proclamation récente de l'indépendance de ce pays. C'est vite oublier que la seule « armée de libération nationale » de ce territoire était à l'époque un ensemble de commandos maffieux et terroristes (l'UCK), envoyés par l'Albanie pro-étatsunienne au Kosovo pour y semer le trouble. C'est vite oublier que les drapeaux brandis à Pristina ce 9 février n'étaient pas des drapeaux « kosovars » mais bien albanais, états-uniens et européens. C'est vite oublier que les kosovars sont aussi pour une partie d'entre eux des serbes, opprimés et menacés depuis l'occupation euro-états-unienne et l'isolement du reste du territoire serbe.

En 1999, les migrations de populations civiles du fait des affrontements entre l'armée yougoslave et les commandos de l'UCK avaient été qualifiées « d'épuration ethnique ». Ce prétexte avait d'ailleurs servi de propagande en faveur de la guerre contre l'Etat fédéral Yougoslave au sein même de l'Europe.

La création de cette néo-colonie « ethnique albanaise » montre que c'est l'impérialisme des USA et de l'UE qui attise les nationalismes, voire les ethnicismes locaux croate, bosniaque, monténégrin, albanophone, etc., tout en stigmatisant le nationalisme serbe ou russe comme des « résurgences fascistes » (on parle d'ailleurs souvent « d'ultranationalisme » et non de nationalisme quand il s'agit d'une nation qui n'est pas assez pro-américaine ou pro-européenne). Les USA et l'UE ont été les instigateurs de vraies « épurations ethniques » en Croatie, en Bosnie et au Kosovo.

La reprise de la mondialisation capitaliste, limitée durant 70 ans par le camp socialiste, sous la forme d'une volonté de domination mondiale par les USA et derrière eux l'UE, produit l'explosion des Etats Multinationaux et des Nations. Dès la « chute du mur de Berlin », ce fut la reprise des guerres de recolonisation comme celle contre l'Irak en 1991 puis en 2003 et celle contre la Yougoslavie en 1999.

Il s'agit à la fois de s'accaparer des matières premières stratégiques, les voies d'acheminement de celles-ci et d'encercler la Russie et la Chine. La proclamation de l'indépendance du Kosovo relance aussi le projet nationaliste de la Grande Albanie.

Les Balkans sont désormais comme en 1914 gros d'une guerre impérialiste mondiale.



GUERRE IMPERIALISTE FRANCAISE AU TCHAD

Sarkozy au secours du dictateur tchadien et de l'Arche de Zoé !

ou comment l'impérialisme hexagonal reprend la situation en main !

Croyant le moment venu, l'opposition armée à la dictature de I. Déby s'est ruée vers N'Djaména, la capitale, pour le chasser du pouvoir. L'opposition armée tchadienne a parcouru 800km, s'illusionnant sur la « neutralité » de l'armada française parce que le scandale du rapt d'enfants par l'Arche de Zoé alias *Children Rescue* semblait occasionner des contradictions entre le régime Sarkozy et le régime I. Déby.

Aux premières heures de la « bataille de N'Djaména », I. Déby a perdu son chef d'état major, les désertions dans son camp se sont multipliées et de son propre aveu son gouvernement avait quasiment disparu.

Erreur de jugement, car en réalité la stratégie française a été d'utiliser la débandade de l'armée de Déby pour lui sauver la mise et ensuite lui imposer les conditions suivantes : - la grâce présidentielle tchadienne pour les condamnés de l'Arche de Zoé, concrétisant ce que Sarkozy avait déclaré : « *quoi qu'ils aient fait, j'irai les chercher* », - la mise en place à terme de l'EUFOR, forces armées européennes, aux frontières du Soudan face au Darfour, - satisfaire les visées de *Totalina* sur le pétrole tchadien aux dépens de ses concurrents anglo-saxons. C'est ainsi que les médiemensonges hexagonaux ont monté le « téléfilm » sur la prétendue « neutralité française », mais une fois les évacuations des civils français et européens terminées, le dispositif « Epervier » déployé au Tchad depuis 1986, et qui mobilise en permanence 1450 soldats, 6 mirages F1, un ravitailleur en vol, trois *Transall* et trois hélicoptères, s'est chargé de chasser la « rébellion armée tchadienne ». Selon certaines sources africaines, l'intervention française a été secondée par un appui militaire du Congo de Sassou Nguesso, du Gabon d'Omar Bongo et du Cameroun de Biya.

L'intervention militaire française a reçu opportunément le soutien des proconsuls présidents françafricains de l'Union Africaine et du Conseil de Sécurité de l'ONU réuni à l'initiative du Burkina Faso et de la Libye, ce qui dévoile l'alliance anti-soudanaise scellée entre Paris et Tripoli lors du récent voyage médiatisé de Kadhafi.

L'autocrate I. Déby a profité de sa victoire pour faire disparaître plusieurs opposants non armés, notamment les opposants parlementaires SALEH et YORONGAR. Ce dernier démasquait la stratégie de l'impérialisme français par la citation qui suit, d'un rapport de Jean-Pierre Berçot, ambassadeur français en poste au Tchad en 2006 : « *Seul un chef de guerre tel Déby sachant parfaitement ce qu'il a à faire et connaissant bien la guérilla pour l'avoir lui-même pratiquée peut gérer cette situation... fournir à Déby une aide sans faille pour être 'élu démocratiquement'! L'aider militairement et par négociation à résoudre les problèmes de guérillas. Favoriser l'extraction rapide du pétrole. Sur ce fond de paix et de prospérité relative, contraindre progressivement Déby à 'civiliser' ses pratiques en matière des droits de l'Homme et de redistribution des richesses du pays. En faire une sorte de Compaoré. Contrôler par l'assistance technique appropriée aux postes stratégiques la saine gestion des caisses de l'Etat...* » (Afrique Education n°223, mars 2007). Les événements dramatiques au Tchad confirment la marche vers une guerre occidentale pour le pétrole contre le Soudan conséquence des contradictions inter-impérialistes et la volonté européenne d'empêcher l'accès de la Chine au pétrole soudanais.

Le démantèlement des bases militaires française en Afrique et en particulier au Tchad, et la dénonciation du déploiement de l'EUFOR aux frontières du Soudan à partir du Tchad et de Centrafrique sont nos exigences pour la paix, pour en finir avec la Françafrique !

KENYA : Elections truquées, émeutes de la faim, répression et affrontements entre civils!

Que se passe-t-il au Kenya, ex-colonie britannique qui abrite la vallée du Rift, berceau de l'humanité ? A nouveau la grille de lecture « ethnique » s'étale dans les médias : Une élection contestée débouche sur un affrontement « ethnique » entre les partisans de Mwai Kibaki du Kanu (*Kenyan National African Union*) et Raila Odinga de l'ODM (*Orange Democratic Movement*).

Une telle vision élude les désastres causés sur tous les plans par trois décennies de diktat du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale, instruments financiers des politiques libérales imposées par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) aux pays et peuples opprimés. Au Kenya, les conséquences sont une espérance de vie ramenée à 45 ans, la scolarisation qui a chuté à 52%, un taux de chômage de 40% frappant particulièrement une population en hausse constante et jeune (43% de la population a moins de 15 ans), une mortalité infantile de 14 pour mille, 47% du produit national brut est consacré au paiement de la dette et la majorité de la population n'ayant à peine que 2 dollars pour survivre.

Kibaki du Kanu s'est proclamé vainqueur et Odinga de l'ODM s'est aussi proclamé vainqueur. Les deux partis qui se disputent les élections ont en fait le même programme de soumission au libéralisme et d'intégration à la mondialisation

capitaliste impulsée par l'impérialisme. Et dans un pays miné par les calamités sociales et une sorte de lutte pour la survie, la contestation électorale a été la mèche qui a embrasé la poudrière.

La bourgeoisie bureaucratique s'enrichit par une gestion prédatrice de l'appareil d'Etat. La corruption, le népotisme, la gabegie sont des fléaux qui se propagent comme corollaires de la mainmise impérialiste et des politiques libérales. Le clientélisme ethnique est donc la conséquence inévitable de ce système semi-colonial. C'est ainsi que les émeutes populaires contre la misère sont dévoyées en conflits « ethniques ».

Les impérialistes occidentaux qui cherchaient plutôt la déstabilisation du Zimbabwe de Mugabe ont été pris de cours par la tourmente qui frappe le Kenya, ce « partenaire modèle » d'économie libérale, agricole et touristique. Les pertes dans le secteur hôtelier sont estimées pour le seul mois de janvier 2008 à 42 millions d'euros. Voilà pourquoi la diplomatie impérialiste fait pression sur les protagonistes politiques bourgeois pour une solution de partage du pouvoir entre les deux valets de l'impérialisme.

Voilà pourquoi les internationalistes que nous sommes devons exiger la satisfaction des revendications syndicales et populaires exprimées notamment lors du Forum social de Nairobi, capitale du Kenya.



GAZA : Halte au terrorisme d'Etat israélien contre la population civile palestinienne!

Samedi 1er mars, les tirs continus et croisés des chars, F16, hélicoptères et snipers israéliens ont fait au moins 50 morts et plus de 150 blessés parmi la population civile de Gaza. Lancé depuis le 27 février, cet énième carnage de Tsahal a déjà coûté la vie à plus de 80 hommes, femmes, enfants et vieillards palestiniens.

CA SUFFIT! La guerre et le siège israéliens contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza doivent cesser en urgence. Tel-Aviv ne peut d'un côté assiéger, tuer, intensifier en Cisjordanie la colonisation, promettre à la radio par son vice-premier ministre 'la shoah' au peuple palestinien et de l'autre prétendre négocier!

REAGISSONS! Contrairement à nos dirigeants qui observent impassiblement ce net-

toyage ethnique des Palestiniens, tout en organisant de multiples célébrations officielles pour les 60 ans de l'Etat d'Israël, notamment comme invité d'honneur du salon du livre. Le gouvernement français doit intervenir au sein du conseil de sécurité des Nations unies pour faire cesser le siège et les bombardements israéliens contre la Palestine.

EXIGEONS DES SANCTIONS IMMEDIATES CONTRE L'ETAT CRIMINEL D'ISRAËL!

Lu sur le site de Michel COLLON : Témoignage en direct de Gaza...

« Je vous écris vite fait. J'ai pas le Net à portée de main. C'est chaud de sortir, le café Net est juste à côté du bureau de Hanie, on préfère éviter. Ils ont tué plus d'une centaine de personnes en quatre jours, la plupart des civils, 80 civils beaucoup d'enfants, une petite fille de deux jours, un autre de six mois. C'est l'horreur totale! On ne dort plus, on se fait bombarder continuellement. Je n'ai jamais vu de gens aussi haineux, ce qui se passe ici est terrible, indescriptible et ils comptent bien continuer. Hier c'était la journée la plus sanglante depuis le début de l'intifada, c'est à dire, depuis 2000. Tuer est systématique, sans limites, et ils savent très bien qui ils tuent. Tout cela est calculé. Ici tout le monde est à bout, les gens sont exténués, et personne ne sait quoi faire. On se protège comme on peut, il n'y a plus de place dans les hôpitaux, il n'y a pas de ciment pour construire les tombes, même les morts subissent l'embargo. Tout à l'heure à Jabaliya, l'armée a torturé trois hommes dans la rue, a laissé les corps inanimés, les ambulances ne sont pas arrivées à les récupérer. Ils tuent des familles entières, bombardent sans retenue, je suis incapable de vous décrire toutes les boucheries qui se passent ici. Toutes les deux minutes, il y a de nouveaux massacres. Toutes les deux minutes les F16 qui tournent au-dessus de nos têtes nous lâchent un missile. Je dois partir, j'enverrai un texte plus détaillé aux missions civiles Salamat. » De Eugénie R. 02/03/2008.



CUBA : L'héritage de Fidel *par Salim Lamrani**

Fidel Castro a marqué à jamais l'histoire cubaine. En un demi-siècle, il a transformé son pays tyrannisé par la dictature de Fulgencio Batista et le joug états-unien en une nation indépendante respectée dans le monde entier pour son irrévérance, son courage et son altruisme.

Malgré l'acharnement cruel dont elle a été victime depuis 1959, malgré les sanctions économiques inhumaines qu'elle subit, Cuba a réussi à se libérer des affres du sous-développement grâce à son leader politique, historique et spirituel.

Tous les organismes internationaux, des Nations unies à la Banque mondiale, sont unanimes pour reconnaître que la population de l'île est la seule du Tiers-monde à avoir atteint un niveau de développement humain comparable à celui des pays les plus avancés. Cuba dispose de l'espérance de vie la plus élevée et du taux de mortalité infantile le plus bas du Tiers-monde (plus bas même que celui des Etats-Unis). L'UNICEF certifie que Cuba est l'unique nation d'Amérique latine à avoir éradiqué la dénutrition infantile. Depuis 1962, Cuba s'est engagée à soigner les pauvres à travers la planète. Près de 132 000 médecins cubains ont œuvré bénévolement dans 102 pays. Actuellement, 31000 collaborateurs médicaux offrent leurs services gratuits dans 69 nations. En 2004, Fidel Castro a lan-

cé l'Opération Miracle qui a permis à plus d'un million de personnes de 28 pays atteintes de maladies oculaires, y compris des citoyens états-unien, de recouvrer la vue.

Cuba est souvent stigmatisé par Washington et ses fidèles serviteurs pour la question des Droits de l'Homme. Contrairement au reste du continent, à Cuba, depuis 1959, aucun cas d'assassinat politique, de disparition ou de torture n'a été rapporté par une quelconque institution internationale. Par ailleurs, il suffit de consulter les rapports annuels d'Amnesty International pour se rendre compte que ni les Etats-Unis ni l'Union Européenne ne disposent d'autorité morale pour donner des leçons aux Cubains.

« Les damnés de la terre », quant à eux, vouent une reconnaissance et une admiration infinies au leader de la révolution cubaine dont les soldats ont, entre autres, participé à la libération de l'Afrique et à l'élimination de l'ignominieux Apartheid. Comme l'a souligné Nelson Mandela, « Quel autre pays pourrait prétendre à plus d'altruisme que celui que Cuba a appliqué dans ses relations avec l'Afrique ? »

Le seul crime de lèse-majesté qu'a commis Fidel Castro est celui d'avoir refusé de courber l'échine face aux puissants, d'être resté fidèle à ses principes et de persister à croire qu'un autre monde, moins cruel, est possible.



« Fidel & Raul, deux frères, deux révolutionnaires privilégiant le but sur leur propre ego » Danielle Bleitrach



Fidel fait ce qu'il a toujours déclaré: « le jour où je n'aurai plus la capacité de gouverner je quitterai le pouvoir ». Et à ceux qui supputent sur l'après-Castro, les impérialistes par la voix autorisée de Négroponte répondent clairement: « nous ne desserrerons pas le blocus ». Quand à ceux qui passent leur temps à déclamer que Castro est un « dictateur », ils ont à résoudre l'équation que ce serait bien le premier dictateur qui renonce au pouvoir pour des raisons de santé.

* Salim Lamrani est enseignant, écrivain et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il vient de publier aux Editions Estrella:

Double Morale. Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme

En juin 2003, sous l'impulsion de l'ancien Premier ministre espagnol, José María Aznar, l'Union européenne décide d'imposer des sanctions politiques et diplomatiques à Cuba. Cette décision se justifie, officiellement, en raison de la « situation des Droits de l'Homme » et suite à l'arrestation de 75 personnes considérées comme des « agents au service d'une puissance étrangère » par la justice cubaine et comme des « dissidents » par Bruxelles.

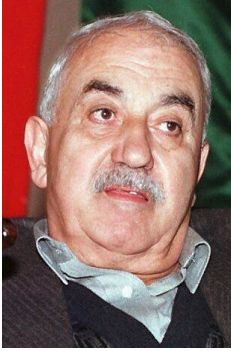
Le seul pays du continent américain condamné par l'Union Européenne et victime de telles sanctions est Cuba. De nombreux soupçons émergent quant aux réels motifs de cette stigmatisation. Pourquoi Cuba ? Et surtout, pourquoi seulement Cuba ? Viole-t-on les Droits de l'Homme uniquement à Cuba ? Qu'en est-il de la situation dans les autres pays du monde ?

Il existe un moyen relativement simple de se faire une idée de la situation des Droits de l'Homme à travers le monde. Amnesty International, une organisation de défense des Droits de l'Homme réputée pour son sérieux, publie chaque année un rapport sur ce sujet. Il suffit donc de consulter son rapport annuel pour connaître le degré de respect des droits fondamentaux dans les diverses nations de la planète.

Le constat est édifiant et illustre la double morale dont fait preuve l'Union européenne.



Georges HABACHE nous a quittés!



Les Palestiniens, les peuples arabes et les révolutionnaires de tous les pays sont en deuil depuis que Georges HABACHE nous a quittés le 26 janvier, succombant à 82 ans d'une crise cardiaque.

Ce révolutionnaire Palestinien nous laisse un grand héritage avec sa lutte, sa cause et sa seule raison d'être. Il a vécu avec la conviction que la libération de la Palestine et des autres pays arabes passe par une lutte acerbe contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe.

Durant toute sa vie, il a consacré son énergie et son savoir pour structurer la révolution palestinienne sur la théorie et la pratique révolutionnaire. Il savait en marxiste convaincu que l'impérialisme et l'ennemi sioniste allaient s'allier avec les *compradores* arabes pour liquider les ambitions et la stratégie de la libération nationale et sociale de la Palestine.

Son refus de capituler devant l'ennemi et face aux pressions des pays arabes et des puissances impérialistes a fait de lui la figure emblématique d'un peuple qui résiste à l'occupation par tous les moyens possibles en défiant la mort. L'organisation (FPLP) qu'il a fondée et dirigée en grand chef militaire et en stratège politique hors pair s'est identifiée à son combat et fait toujours, malgré les vicissitudes du moment, trembler tous les réactionnaires dans le monde.

Le docteur « El Hakim », comme aimaient l'appeler les révolutionnaires arabes, était un homme érudit, un guerrier tenace et un camarade modeste. Jamais, il n'a cherché à s'accaparer des réussites de l'organisation pour son éloge personnel. Pourtant, il a toujours su assumer les échecs et les déboires des méandres de la révolution palestinienne.

Il n'est pas mort, car la cause pour laquelle il s'est battu est toujours juste, c'est une question qui est posée à tous les révolutionnaires et elle est à résoudre.

Mais surtout, il n'est pas mort car il a laissé derrière lui les jalons de la lutte pour la victoire et une multitude de résistants prêts à poursuivre son combat, car rien ni personne ne peut effacer une montagne: Georges Habache en est une.

Lors de ses funérailles à Amman (Jordanie), plusieurs milliers de personnes, des vétérans de la cause palestinienne, responsables politiques et représentants de la gauche laïque arabe sont venus rendre un dernier hommage au militant marxiste, scandant des slogans hostiles à



Abonnez vous ! Abonnez vos amis !

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste
10 euros - 6 n° / BP 51, 59007 Lille CEDEX

Les révolutionnaires ne meurent jamais: Georges Habache

Conversations avec Georges Malbrunot, aux éditions Fayard (collection Témoignages pour l'histoire)

Ce livre est le résultat d'une centaine d'heures d'entretiens entre GEORGES HABACHE et un journaliste, Georges Malbrunot, spécialiste du Moyen-Orient, ex-otage en Irak. Dans le livre-mémoires qui est sorti quelques jours avant son décès, Georges Habache raconte un demi-siècle de sa vie fait d'errance, de clandestinité et de combats pour la cause palestinienne. Il évoque ses relations mouvementées avec les dirigeants arabes, ses rencontres avec Nasser, Hafez El Assad, Saddam Hussein, Fidel Castro.



De Houari Boumediene, Georges Habache raconte comment le président algérien avait, jadis, conseillé à Yasser Arafat, président de l'OLP, de calquer l'organisation du mouvement national de résistance palestinien sur le modèle du FLN et de liquider les dirigeants de toutes les autres factions palestiniennes, y compris ceux du

FPLP. « Pour Boumediene, en effet, la lutte ne pouvait aboutir s'il existait des divisions entre nous. A l'image de la guerre d'Algérie et du FLN, il recommandait le parti unique, dirigé par une seule tête ». « Il changea ensuite de point de vue quand il comprit mieux ma position à la tête du Front populaire ». Boumediene décide de renforcer, à partir de 1975, les liens de l'Algérie avec le FPLP, selon son dirigeant.

Georges Habache révèle qui sont les bailleurs de fonds, les fournisseurs d'armes du FPLP, comment celui-ci recruta Carlos, comment il décide de mettre fin aux opérations de détournements d'avions et de prises d'otages. Il s'explique sur les accusations de « terrorisme » portées contre lui et tous ceux qui luttent contre « une armée d'occupation ». Il condamne les violences perpétrées contre des civils innocents et exprime son rejet des attentats suicide. Il dit sa préférence pour des « opérations contre des cibles militaires » et des protestations de masse à l'exemple de la première intifada, à la fin des années 1980. Au nom de la lutte contre Israël et son protecteur américain, il s'allie avec le Hamas bien que ne partageant pas sa vision de la société. Sur l'avenir des relations entre Israéliens et Palestiniens, Georges Habache explique : « L'Etat israélien s'est construit sur les ruines du peuple palestinien. Nul ne peut le contester. Après une longue réflexion, j'en suis arrivé à la conclusion qu'un Etat démocratique et laïc était l'unique solution au conflit entre nous et les Israéliens. Un Etat où coexisteraient Juifs et Palestiniens, sur un pied d'égalité, tous ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

« L'exemple de la guerre d'Algérie nous donne de l'espoir », a ajouté Georges Habache. « Les Algériens se sont battus pendant cent trente ans face aux colons français ; et à la fin, ils ont réussi à arracher leur indépendance. Il n'y aura jamais de paix ni de cohabitation harmonieuse entre Juifs et Arabes en Palestine si l'on écarte cette solution d'un Etat démocratique laïc. »

Israël et promettant de perpétuer son combat.

« Non à un règlement pacifique, oui à la lutte armée ! », ont chanté ses partisans, dans le cimetière de Sahab, à l'est de la capitale jordannienne. Un office religieux avait été célébré un peu plus tôt dans une église orthodoxe grecque.

Autres réactions: bien loin de là, dans un camp de réfugiés palestiniens. Sur une table, un portrait de Georges Habache jeune, keffieh autour du cou et sourire dans le regard. Le drapeau rouge du FPLP, ceux de la Palestine et du Liban encadrent le portrait. Un cahier de condoléances ouvert. Tout autour, des chaises accueillent sympathisants et anciens compagnons de combat du chef du FPLP. Le petit siège d'Al Djabha achaabiya ne suffit pas à accueillir tout le monde. Une grande salle a été aménagée et suivant la tradition palestinienne, l'on a disposé des plateaux de cigarettes devant les personnes venues présenter les condoléances.

FUIR L'HISTOIRE?

Domenico Losurdo

« Fuir l'histoire?
La révolution russe et la révolution
chinoise aujourd'hui »,
Éd. Delga



L'historien et philosophe **Domenico Losurdo** auteur du célèbre « **Le péché originel du XXe siècle** » nous propose un nouvel ouvrage sur l'histoire du communisme au 20e siècle. Domenico Losurdo dresse un bilan loin des sentiers battus de l'idéologie dominante et pose sans détour la question :

« **Les communistes doivent-ils avoir honte de leur histoire ?** ». Dans cet essai, l'auteur s'interroge

sur le sentiment d'autophobie qui pousse bon nombre de communistes à renier un passé qu'ils considèrent comme synonyme d'abjection, qui équivaut pour lui à renoncer à une identité autonome.

« *En 1818, en pleine période de Restauration, quand la faillite de la Révolution française paraissait évidente, même ceux qui l'avaient d'abord saluée favorablement se préoccupaient de prendre leurs distances avec l'événement historique commencé en 1789 : la Révolution française aurait été une erreur colossale ou, pire, une honteuse trahison de nobles idéaux. Byron allait en ce sens lorsqu'il chantait: Mais la France s'enivra de sang pour vomir des crimes / Et ses Saturnales ont été fatales / à la cause de la Liberté, en toute époque et pour toute la Terre* ». « *Devons-nous aujourd'hui faire nôtre ce désespoir, en nous limitant seulement à remplacer la date de 1789 par celle de 1917 et la 'cause de la Liberté' par 'la cause du socialisme'* » s'interroge-t-il.

Réfutant avec une grande rigueur historique et un style brillant les lieux communs de l'idéologie dominante, Losurdo met en évidence l'énorme potentiel de libération issu de la révolution russe et de la révolution chinoise.

« *Il est mort propre. Il est parti sans faire la moindre concession* », chuchote Nabil, ancien commando du FPLP recherché par Israël depuis plus de vingt ans. « *Mais il est parti alors que chez nous, les affrontements entre Palestiniens (Hamas et Fatah) ont fait plus de victimes que ne l'espérait l'ennemi* », ajoute-t-il, amer.

A côté de lui, le vieux Abou Samra, l'un des premiers militants du FPLP, partage la même amertume : « *El Hakim ne pourra même pas être enterré en Palestine. L'ennemi le refuse. Et il n'est pas le seul.* »

Des jeunes arrivent, keffieh autour du cou. Pour la plupart, ils ont connu Habache à travers leurs parents qui ont milité pour la cause. « *La cause? Lutter pour la démocratie dans des pays lointains est une cause, mais la Palestine est plus qu'une cause, c'est notre chair et notre sang* », lâche l'une des jeunes dont le père était un compagnon de Habache depuis les études de ce dernier à Beyrouth.

Qui prend vraiment Ingrid Betancourt en otage ?

3 mars: Les impérialistes font la guerre en Afrique, en Asie, mais la préparent aussi activement en Amérique Latine. Après le gênant succès d'Hugo Chavez pour la libération de plusieurs otages politiques des FARC dont Clara Rojas, le pouvoir colombien, dernier laquais pro-US du sous-continent, vient d'assassiner le n°2 des FARC, Raul Reyes, alors que la libération d'Ingrid Betancourt était plus qu'imminente. Depuis les pourparlers de Chavez avec les FARC l'année dernière, sans cesse entravés par l'armée colombienne, et les provocations militaires actuelles avec cet assassinat et les bombardements meurtriers débordant sur le territoire équatorien, il est clair que le Sarkozy colombien Uribe veut la mort d'Ingrid Betancourt, veut au delà attaquer ses voisins anti-impérialistes l'Equateur et le Vénézuéla, et donner le prétexte tant recherché par les USA pour une agression militaire. Uribe et Bush se démasquent de plus en plus clairement comme les vrais preneurs d'otages et auteurs de guerre.

QUI SOMMES-NOUS ?

IPNS

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anticolonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :

<http://coordin.communiste.free.fr>